

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.643/2
DU 1^{er} JUILLET 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 29 mai 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "relatif à la réassurance", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations préalables

1. Vu la complexité technique et l'ampleur de l'avant-projet de loi à l'examen, la section de législation a été contrainte de se limiter à un examen de l'avant-projet qui n'a pu aborder sous tous ses aspects l'ensemble des éléments énumérés à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, de ces lois. Il ne saurait nécessairement se déduire de l'absence d'observation sur une disposition dans le présent avis qu'il n'y a rien à en dire, ni que, lorsqu'une observation est formulée, elle est exhaustive. Dans ces conditions, le silence gardé par la section de législation sur une disposition ne pourrait servir d'élément d'interprétation ou d'appréciation de l'avant-projet.

2. La complexité de l'avant-projet résulte notamment de ce qu'il tend dans une grande mesure à transposer la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, modifiée par la directive 2007/44/CE ¹ et par la directive 2008/37/CE ^{2 3}.

(1) Directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et des augmentations de participation dans des entités du secteur financier, ci-après la directive 2007/44/CE.

(2) Directive 2008/37/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 modifiant la directive 2005/68/CE relative à la réassurance, en ce qui concerne les compétences d'exécution conférées à la Commission, ci-après la directive 2008/37/CE.

(3) Ci-après la directive 2005/68/CE. Pour une présentation sommaire de cette directive, voir Commentaire J. Mégret, M. Dony (dir.), Politiques économiques et sociales, D. Servais (dir.), Intégration des marchés financiers, 3^e éd., 2007, n^{os} 432 à 437, pp. 274 à 277.

La section de législation du Conseil d'État a pu disposer d'un tableau de correspondance entre les dispositions de cette directive et celles de l'avant-projet. Si ce tableau a pu contribuer à l'instruction de la demande d'avis et à l'examen de l'avant-projet, il eût été opportun de disposer également d'un tableau exposant, inversement, la correspondance entre les dispositions de celui-ci et celles de la directive ⁴.

L'auteur de l'avant-projet est invité à joindre ces tableaux au projet qui sera déposé sur le bureau de la Chambre des représentants ⁵, en se fondant notamment sur les indications figurant déjà sur cette correspondance dans le commentaire de certaines dispositions. Il veillera toutefois à vérifier leur exactitude ⁶.

(4) Comme l'expose le rapport annuel du Conseil d'État pour l'année 2005-2006, "(d)e tels tableaux de correspondance, dont la communication à la Commission européenne est en outre souvent imposée par les directives elles-mêmes, sont en effet non seulement indispensables à l'instruction du dossier par le Conseil d'État mais ils le sont également à une bonne conception et à une préparation adéquate du projet par son auteur" (Conseil d'État, rapport annuel, 2005-2006, § 17).

(5) Selon le rapport précité du Conseil d'État, "ces tableaux devraient être communiqués aux assemblées afin qu'elles puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens que le Gouvernement leur propose de mettre en oeuvre et afin d'éviter que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres" (*ibidem*).

(6) Des difficultés ont pu surgir à cet égard. Ainsi, par exemple :

- alors que l'article 50, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet transpose l'article 42, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE et que l'alinéa 2 de la même disposition transpose l'article 42, paragraphe 4, de cette directive, le commentaire de l'article 50 en projet ne renvoie qu'à l'article 42, paragraphe 4, de la directive; par ailleurs, en ce qui concerne la transposition de cette dernière disposition, le tableau de correspondance ne mentionne que l'article 56, § 2, de l'avant-projet et pas son article 50;
- la correspondance entre l'annexe I de la directive 98/78/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 sur la surveillance complémentaire des entreprises d'assurances faisant partie d'un groupe d'assurance (annexe II de la directive 2005/68/CE) avec les dispositions de l'avant-projet est exposée de manière approximative et incomplète; elle est erronée en ce qui concerne le point 2.1, spécialement en ce qui concerne la référence aux quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas (ce point 2.1 est d'ailleurs limité à six alinéas).

Observations générales

1. Compétence réglementaire de la CBFA

Les articles 18, § 4, 25, § 2, alinéa 3, 29, § 1^{er}, 42, alinéa 1^{er}, 46, alinéa 2, 60, § 4, alinéa 2, 98, § 2, alinéa 7, 105, 114 et 145 de l'avant-projet habilite la Commission bancaire, financière et des assurances ⁷ à édicter des règlements.

Il conviendrait que ceux-ci soient pris conformément à l'article 64 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, de telle manière qu'ils ne sortissent leurs effets qu'après leur approbation par le Roi et leur publication au Moniteur belge, ce qui contribuerait à la sécurité juridique.

2. Pouvoirs de la CBFA d'accorder des dérogations

1. Le Conseil d'État a déjà critiqué le pouvoir accordé à la CBFA de déroger à la loi ou à ses règlements d'exécution ⁸.

Les articles 17, § 2, 18, § 2, alinéa 7, 29, § 1^{er}, 98, § 5, et 105 de l'avant-projet tendent à attribuer à la CBFA le pouvoir d'accorder des dérogations à l'application de la loi ou à ses arrêtés d'exécution.

2. La directive n'autorise des dérogations que dans les cas limités prévus à :

- l'article 36, paragraphe 2, alinéa 4, de la directive 2005/68/CE relatif aux éléments entrant dans la marge de solvabilité, dont la transposition devra être assurée par arrêté royal (article 22, § 2, alinéa 2, de l'avant-projet);

⁽⁷⁾ Ci-après la CBFA.

⁽⁸⁾ Avis 21.755/2, donné le 29 octobre 1992, sur un avant-projet devenu la loi du 22 mars 1993 relatif au statut et au contrôle des établissements de crédit (Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 616/1).

- l'article 60, point 8), de la même directive, complétant l'article 27, paragraphe 2, de la directive 2002/83/CE ⁹ dont la transposition est déjà assurée par l'article 15*bis* de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;
- l'annexe II à la même directive, remplaçant l'annexe I de la directive 98/78/CE ¹⁰, point 2.1, alinéa 5, relatif au calcul de la solvabilité des entreprises de réassurance et d'assurance liées, dont la transposition est assurée par l'article 89, § 1^{er}, de l'avant-projet et l'article 91*nonies* de la loi du 9 juillet 1975, précitée.

3. Il apparaît ainsi que les dispositions dérogatoires en cause pourraient affecter la qualité de la transposition de la directive 2005/68/CE. Seul l'article 98, § 5, de l'avant-projet rappelle la nécessité de ne pas adopter de dérogation contraire au droit communautaire.

De plus, les conditions mises à l'exercice du pouvoir de dérogation confèrent un très large pouvoir d'appréciation à la CBFA. Ainsi, les articles 29, § 1^{er}, 98, § 5, et 105 de l'avant-projet exigent que la CBFA soit confrontée à un "cas spécial". Toutefois, cette notion n'est pas définie et aucun critère énoncé dans la loi ne permet de déterminer quelle circonstance y correspond. Aussi, l'attribution à la CBFA du pouvoir d'autoriser des dérogations dans des cas spéciaux, délègue à une autorité administrative - dont la responsabilité ne peut pas être mise en cause devant les chambres législatives - le soin de fixer très librement la mesure dans laquelle l'ensemble d'une réglementation arrêtée par le législateur ou par le Roi est ou non obligatoire pour les établissements qu'elle vise. De surcroît, les articles 29, § 1^{er}, et 105 de l'avant-projet habilitent la CBFA à déroger aux dispositions applicables non seulement dans des cas spéciaux, mais aussi pour certaines catégories d'entreprises non précisées.

(9) Directive 2002/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 novembre 2002 concernant l'assurance directe sur la vie, ci-après la directive 2002/83/CE.

(10) Directive 98/78/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 sur la surveillance complémentaire des entreprises d'assurances et de réassurance faisant partie d'un groupe d'assurance ou de réassurance, modifiée par la directive 2002/87/CE, par la directive 2005/1/CE et par la directive 2005/68/CE, ci-après la directive 98/78/CE.

Cette faculté de faire échec à l'application à la loi porte non seulement atteinte au caractère général de la norme légale mais aussi au principe de l'égalité devant la loi. En ce qui concerne ce dernier point, seul l'article 98, § 5, de l'avant-projet, rappelle que les dérogations doivent être applicables à toutes les entreprises réglementées se trouvant dans la même situation.

4. L'observation faite ci-dessus vaut *a fortiori* pour l'article 17, § 2, de l'avant-projet qui, sauf en ce qui concerne le personnel de direction, ne comporte aucune limite au pouvoir de dérogation de la CBFA.

Par ailleurs, les formalités prévues n'enserrent guère la très large marge de manoeuvre accordé à celle-ci. L'article 17, § 2, de l'avant-projet n'en prévoit aucune. L'article 18, § 2, alinéa 7, de l'avant-projet dispose seulement que la CBFA rend publique sa "politique de dérogation", ce qui lui laisse à nouveau une grande latitude qui n'équivaut pas à la publication des dérogations effectivement accordées. Enfin, la motivation des dérogations prévue par les articles 29, § 1^{er}, et 105 de l'avant-projet ne remplace pas un encadrement de sa marge de manoeuvre.

5. En conséquence, les textes susmentionnés doivent être revus.

3. Pouvoirs de la CBFA de conclure des accords

1. Plusieurs dispositions de l'avant-projet attribuent à la CBFA le pouvoir de conclure des conventions avec d'autres autorités de contrôle.

Les articles 87, § 2, alinéa 3, et 97, alinéa 4, de l'avant-projet permettent à la CBFA de conclure des accords pour régler les modalités concrètes des contrôles à effectuer par celle-ci. Ces articles se situent en marge de la directive 2005/68/CE.

En raison de leur objet limité, ils n'appellent toutefois pas d'objection.

2. Les articles 93, § 2, alinéa 1^{er}, 3/, 96, 130¹¹ et 132¹² de l'avant-projet prévoient la conclusion d'accords réglant la coopération des autorités de contrôle compétentes pour surveiller les différentes entités d'un groupe d'entreprises. Ces articles trouvent leur origine dans les dispositions de la directive 2005/68/CE (article 4, paragraphe 2, et annexe II, paragraphe 2, de la directive 98/78, tels que remplacés par l'article 59, point 3) et l'annexe II à la directive 2005/68/CE). Compte tenu de ces dispositions, les articles susmentionnés n'appellent pas davantage de remarque.

3. L'article 67 de l'avant-projet habiliterait, enfin, la CBFA à conclure avec des autorités de contrôle d'autres États non-membres de l'Espace Économique Européen¹³ des accords dispensant de l'application, en Belgique, de la loi ou de ses arrêtés d'exécution. Cet article ne trouve pas son fondement dans la directive 2005/68/CE¹⁴. Le tableau de correspondance transmis à l'auditeur-rapporteur le confirme.

La section de législation du Conseil d'État a déjà observé, au sujet de l'avant-projet devenu l'article 83 de la loi du 22 mars 1993, précitée, dont l'article 67 de l'avant-projet s'inspire¹⁵, que ces conventions

"ne sont évidemment pas des conventions de droit privé; elles ne sont pas non plus des traités internationaux. On n'aperçoit pas dès lors quelle place elles peuvent occuper dans la hiérarchie des normes applicables dans l'ordre juridique belge, puisqu'elles seront l'oeuvre d'une part, d'un organisme belge approuvé par le pouvoir exécutif belge, et, d'autre part, de personnes étrangères, qui seront sans doute le plus souvent, des autorités administratives. La nature juridique et, partant, la force obligatoire de telles «conventions», est, dès lors, très problématique.

(11) Article 91*terdecies*, § 2, alinéa 1^{er}, 3/, en projet, de la loi du 9 juillet 1975, précitée.

(12) Article 91*sexiesdecies*, en projet, de la loi du 9 juillet 1975, précitée.

(13) Ci-après, l'EEE.

(14) Le régime des entreprises de réassurance ayant leur siège hors de la Communauté est, pour l'essentiel, régi, par les articles 49 à 51 de la directive 2005/68/CE, qui renvoient, principalement, à des accords à conclure par le Conseil avec les pays tiers.

(15) Voir l'exposé des motifs.

Cette question n'aurait guère d'importance s'il ne s'agissait que de coordonner des actions administratives sans en ébranler les fondements légaux. Elle devient grave dès lors que l'alinéa 2 prévoit que de telles conventions peuvent déroger à toutes les dispositions de la loi sous la seule limite, prévue par l'alinéa 4, qu'elles ne réservent pas à des succursales de banques non communautaires un traitement plus favorable que celui réservé aux succursales de banques communautaires. Un tel pouvoir de dérogation, qui est général puisqu'il doit être exercé sur la base de la réciprocité, retiendra nécessairement sur le sort réservé, à l'étranger, aux établissements belges et à leurs succursales, aussi doit-il être, en tout cas, réservé au pouvoir exécutif lui-même, et ne peut-il dépendre de la volonté concordante d'une autorité étrangère" ¹⁶.

4. Audi alteram partem

L'avant-projet comporte de nombreuses mesures présentant un degré certain de gravité (articles 24, § 4, 26, 44, 47, § 1^{er}, 48, 53, § 1^{er}, 58, § 1^{er}, alinéa 2, 63, 74, 88, alinéa 4, 94, 106, 107, 119, etc.).

Selon une jurisprudence constante de la section de législation et de la section du contentieux administratif du Conseil d'État, les personnes susceptibles de faire l'objet de mesures graves doivent avoir accès à une procédure leur permettant de faire valoir utilement leur point de vue avant l'adoption de la décision. L'avant-projet mettant en œuvre une directive, il convient aussi de rappeler que le droit à une procédure contradictoire est un principe général de droit communautaire qui s'impose même aux États. Or, l'avant-projet ne comporte aucune disposition organisant une telle garantie, laquelle doit se comprendre en fonction des spécificités de la matière.

5. Dispositions modificatives

Les articles 99 et suivants, de l'avant-projet, apportent des modifications à :

- la loi du 9 juillet 1975, précitée (articles 99 à 133);
- la loi du 22 mars 1993, précitée (articles 134 à 138);

⁽¹⁶⁾ Avis 21.755/2, donné le 29 octobre 1992, précité.

- la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement (articles 139 à 142);
- la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique (articles 143 et 144);
- la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (article 144);
- la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement (articles 145 à 149).

Une partie de ces modifications résultent de la directive 2005/68/CE. D'autres tendent à reproduire, dans le domaine des assurances, des dispositions propres au secteur bancaire et aux établissements de crédit (voir les articles 101, 105, 107 à 114 de l'avant-projet). D'autres, enfin, étendent aux entreprises d'assurance vie et non vie des solutions retenues pour les entreprises de réassurance (voir, par exemple, les articles 115, 118 et 119 de l'avant-projet).

Vu l'ampleur de l'avant-projet et sa technicité, vu aussi le caractère succinct des commentaires consacrés aux dispositions modificatives et en l'absence de tableaux de correspondance situant les dispositions modifiées notamment dans le cadre des directives suivantes :

- la directive 73/239/CEE du Conseil, du 24 juillet 1973, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie, et son exercice;
- la directive 92/49/CEE du Conseil, du 18 juin 1992, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie et modifiant les directives 73/239/CEE et 88/357/CEE (troisième directive "assurance non vie");
- la directive 2002/83, précitée;

.../...

- la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier,

la section de législation du Conseil d'État n'a pu s'assurer que ces extrapolations ne violent pas le cadre fixé par celles-ci ¹⁷.

Observations particulières

Article 2

Il conviendrait de compléter la référence à la directive 2005/68/CE par l'indication que celle-ci a été modifiée par la directive 2007/44/CE et par la directive 2008/37/CE.

Article 4

Il ressort de l'article 2, paragraphe 2, de la directive 2005/68/CE que la notion de "succursale" n'est pas prise dans le sens strict de ce terme et qu'elle excède même le concept d'agence. L'article 4, 3/, alinéa 2, de l'avant-projet s'inscrit dans cette perspective. Il convient toutefois de ne pas restreindre la portée de la définition aux structures permanentes présentes "sur le territoire de la Belgique". En effet, l'article 31, § 2, de l'avant-projet, évoque l'hypothèse de la création d'une succursale dans un autre État membre par une entreprise belge. La définition large figurant à l'article 2, paragraphe 2, de la directive 2005/68/CE doit aussi s'appliquer dans ce cas.

⁽¹⁷⁾ La section de législation observe néanmoins que les directives susmentionnées ou certaines de leurs dispositions énoncent des normes minimales (voir le considérant 8 de la directive 92/49; considérants 10, 28, 36 et 52 de la directive 2002/83; considérant 16 de la directive 2002/87). Par conséquent la Belgique est libre d'adopter des règles plus rigoureuses dans la mesure indiquée par ces directives.

Article 7

1. L'article 7 de l'avant-projet dispose que la demande d'agrément est accompagnée d'un programme d'activités. Il transpose ainsi l'article 6, sous b), de la directive 2005/68/CE. Il précise aussi ce que ce programme doit comporter et met ainsi en œuvre l'article 11 de la même directive.

Il n'est, toutefois, plus question du programme d'activité dans la section relative aux "conditions d'agréments" (articles 13 et suivants de l'avant-projet). Conformément à l'article 4, paragraphe 2, alinéa 2, de la directive 2005/68/CE ¹⁸, il conviendrait d'y insérer une disposition aux termes de laquelle l'agrément est délivré au vu du programme d'activité.

2. L'article 7, paragraphe 3, de la même directive prévoit que "les autorités compétentes exigent que les entreprises de réassurance leur fournissent les informations dont elles ont besoin pour s'assurer du respect permanent" de l'obligation d'éviter que les liens étroits existant entre l'entreprise de réassurance et d'autres personnes physiques ou morales n'entravent le bon exercice de leur mission de surveillance.

Selon le tableau de correspondance communiqué au Conseil d'État, le Gouvernement estime transposer cette disposition par l'article 7, alinéa 1^{er}, 7/, de l'avant-projet. Cependant, cette disposition concerne seulement les éléments à joindre à la demande d'agrément. Elle ne permet pas d'assurer la vérification permanente requise par l'article 7, paragraphe 3, de la directive 2005/68/CE.

L'avant-projet doit, dès lors, être complété sous le chapitre II.

⁽¹⁸⁾ "Cette délivrance (de l'agrément) s'effectue au vu du programme d'activité qui doit être présenté en vertu de l'article 6, point b), et de l'article 11, et du respect des conditions d'agrément fixées par l'État membre où celui-ci est sollicité".

Article 8

L'article 8, alinéa 2, dernière phrase, précise que les autorités compétentes se communiquent mutuellement toutes informations utiles pour la délivrance d'un agrément. Afin de transposer plus fidèlement l'article 14, paragraphe 3, de la directive 2005/68/CE, il conviendrait de préciser sous le chapitre II que la même règle s'applique pour le contrôle continu du respect des conditions d'exercice de l'activité.

Article 10

L'article 10 prévoit que la CBFA peut assortir l'agrément de conditions relatives à l'exercice de "certaines des activités projetées". Tel qu'il est rédigé, cet article exclut la possibilité pour la CBFA d'imposer des conditions qui concerneraient toutes les activités de réassurance de l'opérateur. Cette restriction pourrait nuire au caractère effectif du contrôle préventif exercé par cette autorité.

Section 2 : des conditions d'agrément

Par souci de sécurité juridique, il conviendrait de transposer expressément l'article 10 de la directive 2005/68/CE.

Article 13

La notion d'"association de réassurance mutuelle" n'existe pas et ne figure pas, comme telle, à l'annexe I de la directive 2005/68/CE. Il y a donc lieu d'écrire "association d'assurance mutuelle", comme le délégué du ministre l'a admis.

L'article 13, alinéa 2, de l'avant-projet est, dès lors, inutile.

Article 14

L'article 6, sous a), de la directive 2005/68/CE énonce que

"l'État membre d'origine exige que toute entreprise de réassurance qui sollicite l'agrément [...] limite son objet à l'activité de réassurance et aux opérations liées. Cette exigence peut inclure une fonction de société holding et des activités liées au secteur financier, au sens de l'article 2, point 8), de la directive 2002/87/CE".

Selon l'article 2, point 8, de la directive 2002/87/CE, le "secteur financier" couvre, en substance, les établissements de crédit, les établissements financiers, les entreprises d'investissement, les entreprises d'assurance, celles de réassurance et les sociétés holding d'assurance. Au titre d'"opération liée", une entreprise de réassurance peut ainsi assurer "la fourniture de conseils statistiques ou actuariels ou la réalisation d'analyses de risques ou de recherches pour le compte de ses clients". Elle peut contrôler des filiales de réassurance¹⁹ mais également des entreprises financières.

L'article 14, de l'avant-projet, transpose l'article 6, sous a), de la directive 2005/68/CE. Il permet aux entreprises de réassurance d'exercer des opérations liées à l'activité de réassurance. Le même article ajoute que ces opérations liées "peuvent inclure une fonction de société holding". Ce genre de fonctions recouvre les activités variées rappelées ci-dessus. Le Gouvernement précise néanmoins dans l'exposé des motifs, qu'il n'a pas souhaité faire usage de l'option ouverte par l'article 6, sous a), de la directive 2005/68/CE, consistant à permettre l'extension de l'objet social à des activités liées au secteur financier.

Il ressort pourtant de l'article 98, 2/ et 3/, et de l'article 133²⁰ de l'avant-projet qu'une entreprise de réassurance peut être à la tête d'un groupe comportant des entreprises financières et se présenter comme un holding.

⁽¹⁹⁾ Proposition de la Commission du 21 avril 2004 relative à une directive concernant la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, COM (2004) 273 final, p. 11.

⁽²⁰⁾ Ces dispositions modifient l'article 91^{octiesdecies}, 2/ et 3/, de la loi du 9 juillet 1975, précitée.

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, l'article 14 sera adapté, de même que l'exposé des motifs.

Article 15

L'article 40, paragraphe 2, de la directive 2005/68/CE fixe le montant minimal du fonds de garantie à trois millions d'euros et à un million d'euros en cas d'entreprises captives de réassurance. L'article 41, paragraphe 1, de la même directive dispose néanmoins que ces montants sont indexés annuellement à partir du 10 décembre 2007 en fonction de la variation de l'indice européen des prix à la consommation entre le 10 décembre 2005 ²¹ et la date de révision.

En raison du retard à transposer la directive 2005/68/CE, les montants susmentionnés n'auront plus qu'une valeur historique. À défaut d'adopter immédiatement le projet, la CBFA devra publier les montants révisés, conformément à l'article 15, § 3, de celle-ci, dès l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Article 16

Au vu de l'article 12 de la directive 2005/68/CE, l'article 16 de l'avant-projet doit être complété par une disposition indiquant que la CBFA n'accorde pas l'agrément avant d'avoir obtenu les informations énumérées à l'alinéa 1^{er} de celui-ci.

Article 18

1. L'article 18 reprend les exigences de l'article 20 de la loi du 22 mars 1993, précitée, tel que modifié par l'article 7 de la loi du 15 mai 2007 ²².

⁽²¹⁾ Il s'agit de la date de l'entrée en vigueur de la directive.

⁽²²⁾ Loi du 15 mai 2007 modifiant la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, ainsi que la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement.

Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà observé dans son avis sur le projet devenu la loi du 15 mai 2007, précitée ²³, un concept, tel celui de "structure organisationnelle cohérente et transparente, prévoyant une séparation adéquate des fonctions" figurant à l'article 18, § 2, de l'avant-projet, est peu clair et gagnerait à être précisé dans l'exposé des motifs.

2. L'article 18, § 6, de l'avant-projet prévoit que le réviseur agréé adresse "en temps utile" à l'organe légal d'administration, le cas échéant par l'intermédiaire du comité d'audit, un rapport sur les questions importantes apparues au cours de sa mission. Comme la section de législation l'a déjà observé dans son avis 42.383/2, précité, cette locution devrait être précisée afin d'indiquer s'il s'agit d'une information occasionnelle, trimestrielle, annuelle ou autre.

3. Afin de satisfaire à l'article 7, §§ 1^{er} et 2, de la directive, il convient de préciser que la CBFA n'accorde pas l'agrément lorsque les conditions prévues au paragraphe 7 de l'article 18 de l'avant-projet ne sont pas satisfaites.

Article 19

Il ressort de l'article 4, 1/, de l'avant-projet, que la notion d'"entreprise de réassurance" s'applique indistinctement aux entreprises belges et aux entreprises d'un autre État membre. Par ailleurs, l'article 19 de l'avant-projet, est inscrit dans le chapitre consacré aux "entreprises de réassurance de droit belge".

Néanmoins, afin de transposer adéquatement l'article 8 de la directive 2005/68/CE sans créer d'équivoque quant à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services des opérateurs ayant leur siège social dans d'autres États membres de l'Espace économique européen ²⁴, il y a lieu d'écrire que "l'administration centrale de l'entreprise de réassurance de droit belge doit être située en Belgique".

(23) Avis 42.383/2, donné le 1^{er} mars 2007, sur un avant-projet devenu la loi du 15 mai 2007, précitée (Doc. parl., Chambre, 2006/2007, n/ 3047/1).

(24) Voir notamment le considérant 10 de la directive 2005/68/CE.

Article 20

1. Selon l'exposé des motifs, les "provisions techniques" au sens de l'article 20 de l'avant-projet englobent les "réserves d'équilibrage" destinées à compenser la perte technique ou le taux de sinistre supérieur à la moyenne pouvant apparaître dans l'activité de réassurance-crédit qui sont prévues à l'article 33 de la directive 2005/68/CE. Il conviendrait d'apporter cette précision dans le texte pour transposer incontestablement l'article 33 susmentionné.

2. L'article 20, alinéa 2, de l'avant-projet confie au Roi le soin de prendre les règlements en matière de provisions techniques. Le commentaire consacré à cette disposition indique toutefois qu'il est appelé à déterminer les provisions "conformément à l'article 64 de la loi du 2 août 2002". Or, cet article délègue à la CBFA la compétence de prendre des règlements sous la seule réserve d'une approbation royale.

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, l'article 20, alinéa 2, de l'avant-projet doit être revu.

Article 22

À l'instar des dispositions consacrées à la marge de solvabilité dans la directive 2005/68/CE, il serait plus logique de placer l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet en tête de cet article.

Article 24

1. Le délai de trois mois mentionné à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 3, n'est pas compatible avec la computation des délais prévue par les paragraphes 2 à 5 de l'article 19 de la directive 2005/68/CE, introduits par la directive 2007/44/CE.

2. Conformément à l'article 20, paragraphe 2, de la directive 2005/68/CE, l'article 24, § 2, de l'avant-projet doit être complété par une disposition imposant à la CBFA de fournir, sans délai indu, toute information essentielle ou pertinente pour l'évaluation d'un candidat acquéreur de participations dans une entreprise de réassurance ayant son siège dans un autre État membre.

En toute hypothèse, il conviendrait, dans un souci de sécurité juridique, de mieux faire correspondre la structure et la terminologie de l'article 24, § 2, de l'avant-projet à l'article 20, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE.

Articles 30 et 31

Le champ d'application respectif des articles 30 et 31 n'est pas clair.

En effet, tandis que de la formulation de ces dispositions il ressort que l'article 30 s'applique à l'entreprise de réassurance qui projette d'acquérir ou de créer une filiale à l'étranger et l'article 31 à l'entreprise de réassurance qui projette d'ouvrir une succursale sur le territoire d'un autre État, le commentaire des articles 31 à 33 mentionne l'article 31 comme "vis(ant) également la constitution ou l'ouverture d'une filiale dans un autre État".

Par ailleurs, alors que l'article 31 concerne, selon ses termes, l'ouverture d'"une succursale sur le territoire d'un autre État" sans préciser qu'il s'agit d'un État membre de l'EEE, le commentaire des articles 31 et 33 paraît vouloir en restreindre le champ d'application aux États membres de l'EEE.

Ces discordances entre le dispositif des articles 30 et 31 et leur commentaire doivent être levées.

Article 31

1. L'article 31, § 2, de l'avant-projet, prévoit que l'entreprise de réassurance qui envisage d'ouvrir une succursale sur le territoire d'un autre État membre doit désigner un mandataire général. Comme le confirme l'exposé des motifs, cette disposition est

.../...

reprise de l'article 50, § 2, de la loi du 9 juillet 1975, précitée. Cet article découle, lui-même, de l'article 10, paragraphe 2, de la directive 73/239/CEE, précitée. La directive 2005/68/CE ne comporte pas de règle comparable. Il ressort, au contraire, de l'article 2, paragraphe 2, de la directive 2005/68/CE que, dans le sens large utilisé par cette disposition, une "succursale" couvre aussi l'hypothèse d'un simple "bureau géré par le propre personnel de l'entreprise" indépendamment de la présence d'un mandataire. Par rapport à cette disposition, l'article 31, § 2, de l'avant-projet, introduit donc une contrainte supplémentaire à charge des entreprises belges souhaitant s'établir à l'étranger.

La directive n'opère toutefois pas une harmonisation complète. Selon son considérant 9, elle réalise seulement une "harmonisation essentielle, nécessaire et suffisante pour garantir une reconnaissance mutuelle des agréments". Le considérant 44 précise que, "puisque la présente directive définit des normes minimales, les États membres peuvent prévoir des règles plus strictes".

Il n'en reste pas moins que les États doivent respecter les principes découlant de l'article 43 du Traité CE lorsqu'ils utilisent cette possibilité et qu'ils légifèrent en marge du droit dérivé^{25 26}. Par ailleurs, la liberté d'établissement peut être invoquée par une entreprise à l'égard de l'État où elle est établie dans tous les cas où elle entend exercer celle-ci en ouvrant, par exemple, une succursale sur le territoire d'un autre État membre²⁷.

2. Comme l'obligation de désigner un mandataire général peut constituer une gêne à la liberté d'établissement, l'article 31, § 2, de l'avant-projet serait seulement admissible s'il se justifie par des raisons impérieuses d'intérêt général, s'il est propre à garantir la réalisation de l'objectif qu'il poursuit et s'il ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre celui-ci.

(25) En ce sens, voir les arrêts suivants : C.J.C.E., 28 avril 1998, Kohll, C-158/96, points 27 et 28; 1^{er} février 2001, Mac Queen e.a., C-108/96, point 22; 12 juillet 2001, Vanbraeckel, C-368/98, points 36 et 37; 18 décembre 2007, Laval un Partneri, C-341/05, point 60.

(26) Il ressort, en outre, de l'article 2, paragraphe 2, sous b), de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur que cette directive n'est pas applicable aux activités de réassurance.

(27) C.J.C.E., 15 décembre 1995, Bosman, C-415/93, point 97; 18 janvier 2007, Commission c. Suède, C-104/06, point 20.

Interrogé à ce sujet, le délégué du ministre a précisé qu'

"il a (...) paru indiqué de reprendre les principes énoncés dans le domaine des établissements de crédit et des entreprises d'assurances en matière d'ouverture de succursale".

Toutefois, un tel souci de parallélisme ne constitue pas un motif impérieux d'intérêt général. Néanmoins, le délégué du ministre a ajouté que

"des problèmes récents dans le domaine de la réassurance, dus à l'activité de succursales (succursales irlandaises d'entreprises allemandes), font penser que le relâchement des exigences de bonne organisation (...) n'est pas souhaitable".

Cette affirmation est susceptible de constituer un point de départ, mais il appartient à l'auteur de l'avant-projet de justifier davantage le respect des trois conditions susmentionnées. En effet, selon une jurisprudence constante en la matière, la charge de la preuve incombe aux États et il convient d'apporter davantage de précisions.

3. L'article 30 envisage l'hypothèse de l'entreprise de réassurance qui projette d'acquérir ou de créer une filiale à l'étranger. Il conviendrait d'y déplacer l'article 31, § 3, qui se rapporte à cette hypothèse et non au cas visé par l'article 31, §§ 1^{er} et 2.

Articles 37 et 39

1. Il découle de l'article 9, paragraphe 2, de la directive 2005/68/CE que l'article 37 de l'avant-projet ne saurait s'interpréter comme permettant à la CBFA d'exiger la communication systématique des conditions générales et particulières des contrats, des tarifs, des formulaires et autres imprimés.

Cette précision gagnerait à figurer dans le texte.

2. Les articles 37, alinéa 4, et 39, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet permettent à la CBFA de procéder à des investigations sur place.

La section de législation rappelle ²⁸ que le droit au respect du domicile est notamment garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Or, il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que la notion de "domicile" doit faire l'objet d'une conception étendue et qu'elle porte notamment sur les locaux professionnels et commerciaux ²⁹. De plus, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que le droit au respect du "domicile" peut également être invoqué par des personnes morales ³⁰.

Dans la mesure où la disposition de l'avant-projet contribue à la transposition de l'article 17, paragraphe 4, de la directive 2005/68/CE, il y a lieu de relever aussi que la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes est désormais fixée en ce sens que "la protection de la vie privée prévue à l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (...) doit être respectée et la protection du domicile est étendue aux locaux commerciaux des sociétés" ³¹.

Par ailleurs, la Cour constitutionnelle a souligné que "l'intervention du juge d'instruction, magistrat impartial et indépendant, apparaît comme une garantie essentielle du respect des conditions auxquelles est subordonnée une atteinte à l'inviolabilité du domicile, garantie par l'article 15 de la Constitution et par l'article 8, paragraphe 1^{er}, de la CEDH" ³². Elle en déduit que les dérogations à cette règle ne peuvent être qu'exceptionnelles et qu'elles doivent être justifiées par des raisons propres aux infractions qu'elles concernent ³³. Même si la Cour constitutionnelle s'est prononcée de la sorte dans

(28) Voir l'avis 42.055/2, donné le 31 janvier 2007, sur un avant-projet devenu la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses (Doc. parl., Chambre, 2006-2007, n/ 2963/1).

(29) C.E.D.H., 16 décembre 1992, Niemietz c. Allemagne, n/ 13710/88; 25 février 1993, Funke, Crémieux et Mialhe c. France, n/ 11471/85.

(30) C.E.D.H., 16 avril 2002, Sociétés Colas Est e.a. c. France, n/ 37971/97.

(31) C.J.C.E., 30 mars 2006, Strintzis Lines Shipping c. Commission, C-110/04 P, point 33.

(32) C.C., 16 décembre 1998, n/ 140/98, B.1.

(33) *Ibidem*, B.2.

un contexte pénal, sa jurisprudence fait néanmoins ressortir l'intérêt qu'elle attache à l'intervention d'un magistrat impartial et indépendant en matière de perquisitions. Il n'y a, dès lors, pas de raison pour que cette garantie ne s'applique pas aux perquisitions effectuées en dehors d'un contexte pénal. Au demeurant, il ressort de l'article 75 de l'avant-projet que les pouvoirs d'investigations de la CBFA sont susceptibles de s'inscrire dans un tel contexte.

Même si la proportionnalité de l'ingérence dans les locaux d'une personne morale est susceptible d'être plus facilement admise qu'en ce qui concerne les atteintes au domicile d'une personne physique ³⁴, l'auteur de l'avant-projet doit veiller à contenir le pouvoir de perquisition octroyé aux fonctionnaires de la CBFA dans des limites compatibles avec le respect du droit au domicile. Il est, ainsi, indispensable que ces mesures soient décidées par une autorité offrant des garanties particulières. En outre, une garantie devrait, au moins, consister dans la présence de la personne physique ou d'un représentant de la personne morale concernée ³⁵. Les investigations menées sur la base des articles 37 et 39 de l'avant-projet seraient dépourvues de ces garanties ³⁶.

3. Afin de transposer l'article 15, paragraphe 1, deuxième alinéa, deuxième phrase, de la directive 2005/68/CE, il conviendrait de préciser, à l'article 37 de l'avant-projet, que la CBFA procède aux investigations nécessaires lorsque les autorités de contrôle de l'État membre d'accueil l'informent qu'elles ont des raisons de considérer que les activités de l'entreprise de réassurance pourraient porter atteinte à sa solidité financière ³⁷.

(34) Voir en ce sens l'arrêt *Niemietz c. Allemagne*, précité, § 31.

(35) Voir l'article 39 du Code d'instruction criminelle.

(36) Avis 44.568/2, donné le 11 juin 2008, sur un avant-projet de loi "modifiant l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes".

(37) Voir l'observation sous l'article 57.

Article 40

Le commentaire des articles 40 à 45 précise que l'avant-projet ne reprend pas la disposition de la loi du 9 juillet 1975, précitée, selon laquelle "en dehors de sa rémunération, le commissaire agréé ne peut recevoir aucun avantage sous quelque forme que ce soit". L'auteur de l'avant-projet justifie ce choix en indiquant qu'"il a été jugé préférable de s'en remettre au régime prévu par le Code des sociétés et par les règlements propres à la profession de réviseur". La section de législation du Conseil d'État observe toutefois que les associations d'assurance mutuelle pratiquant la réassurance ne sont pas soumises à l'article 134 du Code des sociétés ³⁸. De plus, si l'article 40, alinéa 4, de l'avant-projet dispose que ces associations sont tenues de désigner un réviseur dans les mêmes conditions que celles visées aux alinéas précédents du même article qui se réfèrent audit Code, le délégué du ministre observe, à juste titre, que cette référence concerne essentiellement le mode de désignation des intéressés. Or, l'article 22, paragraphe 2, de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, qui a notamment abrogé la directive 84/253 à laquelle se réfère l'article 31, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE, met l'accent sur l'indépendance financière du "contrôleur légal".

Dans ces conditions, et comme le délégué du ministre le suggère, il conviendrait de compléter l'article 40, alinéa 4, de l'avant-projet rendant l'article 134 du Code des sociétés applicable aux réviseurs désignés dans les associations d'assurance mutuelle.

Article 42

La section de législation du Conseil d'État a déjà émis une objection à l'encontre d'une disposition législative prévoyant l'approbation de règlements par le Ministre des Finances. Compte tenu de l'importance des règles susceptibles d'être

⁽³⁸⁾ Article 10 de la loi du 9 juillet 1975, précitée, *a contrario*.

énoncées, il convient de les soumettre à l'approbation du Roi et non à celle des Ministres des Finances et de l'Économie ³⁹.

Article 48

1. L'article 48, § 1^{er}, a), de l'avant-projet permet à la CBFA de restreindre ou d'interdire la libre disposition des actifs d'une entreprise de réassurance quand celle-ci ne respecte pas les dispositions en matière de provision technique. Le choix de la restriction ou de l'interdiction de la libre disposition des actifs ne paraît pas conforme à l'article 42, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE qui envisage seulement l'interdiction ⁴⁰.

2. Comme en témoigne le plan adopté par l'article 42 de la directive 2005/68/CE, il serait plus logique que l'article 48, § 2, de l'avant-projet précède l'article 48, § 1^{er}, b) et c).

Conformément à l'article 42, paragraphe 3, premier alinéa, de la directive 2005/68/CE, l'article 48, § 2, alinéa 2, de l'avant-projet doit préciser que le plan de financement doit être approuvé par la CBFA.

3. La mesure envisagée à l'article 48, § 4, de l'avant-projet a pour objectif de remettre les entreprises de réassurance "en mesure de satisfaire aux exigences de solvabilité dans le futur également". Cette formule est trop vague et plus permissive que l'article 43, paragraphe 3, de la directive 2005/68/CE, en vertu duquel l'exigence d'une

(39) Avis 33.182/2, donné le 29 avril 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n^{os} 1842/1 et 1843/1); avis 44.568/2, donné le 11 juin 2008, sur un avant-projet de loi "modifiant l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes".

(40) Comparez avec l'article 42, paragraphe 2, deuxième alinéa, et paragraphe 3, alinéa 2, de la directive 2005/68/CE, qui, en ce qui concerne le non respect des dispositions relatives à la marge de solvabilité, laisse expressément aux autorités nationales le choix entre la restriction ou l'interdiction de la libre disposition des actifs.

marge de solvabilité plus importante doit amener "rapidement" l'entreprise à satisfaire aux exigences de solvabilité.

L'article 48, § 4, de l'avant-projet doit être modifié en ce sens.

Article 49

Il y a lieu d'écrire "en vertu du présent article" à l'article 49, alinéa 2, second tiret.

Article 50

Afin de conformer l'article 50, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet à l'article 42, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE, il y a lieu de préciser que la CBFA informe les autorités compétentes des autres États membres avant d'interdire à une entreprise de réassurance de disposer librement de ses actifs.

Article 55

L'article 55, alinéa 2, de l'avant-projet, n'a pas sa place dans le titre III tel qu'il est intitulé. Il ne concerne pas la prestation, en Belgique, d'activités de réassurance par une entreprise agréée dans un autre État membre dans le cadre d'une succursale ou dans le cadre de la libre prestation des services. Il concerne la possibilité pour une entreprise établie et agréée en Belgique de conclure un contrat de rétrocession avec un autre opérateur agréé dans un autre État membre. Dans ce cadre, il interdit à la CBFA de refuser un contrat de rétrocession pour un motif tenant à la fragilité financière de cet autre opérateur. Il tend ainsi à empêcher une "surveillance indirecte" des opérateurs étrangers par une autorité autre que leur autorité compétente ⁴¹.

⁽⁴¹⁾ Voir la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil, du 21 avril 2004, concernant la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, COM(2004) 273 final, p. 12.

Aussi, il est suggéré d'intituler le titre III "Du passeport unique, des succursales [...]".

Article 56

L'article 56, § 2, de l'avant-projet excède la juridiction de la Belgique, qui ne peut conférer aux autorités compétentes des autres États membres le pouvoir de demander à la CBFA de rendre effective, en Belgique, l'interdiction de disposer librement des actifs.

Il appartient aux législateurs des autres États membres de légiférer en ce qui concerne leurs autorités de contrôle, comme la Belgique le fait à l'article 50, alinéa 2, de l'avant-projet.

L'article 56, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de l'avant-projet doit être réécrit en se plaçant sous l'angle de la CBFA qui reçoit une demande d'une autre autorité compétente.

Article 57

Il n'appartient pas à la Belgique d'édicter à l'attention des autorités de contrôle des autres États membres que celles-ci doivent "vérifie[r] si l'entreprise de réassurance respecte les règles prudentielles définies dans la directive 2005/68/CE". Cette précision, qui figure à l'article 15, paragraphe 1, alinéa 2, deuxième phrase, de la directive 2005/68/CE doit être transposée par l'État membre d'origine ⁴².

Article 58

La précision selon laquelle les sanctions ou les restrictions doivent être "dûment motivée[s]" ne présente aucune spécificité et fait ainsi double emploi avec la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.

⁽⁴²⁾ Voir l'observation 3 sous les articles 37 et 39 de l'avant-projet.

Article 67

Il est renvoyé à l'observation générale concernant les pouvoirs de la CBFA de conclure des accords.

Articles 69 à 72

1. Les articles 69 à 72 de l'avant-projet règlent la prestation de services en Belgique par des entreprises relevant du droit d'États non membres de l'EEE. Par rapport à la prestation de services d'entreprises établies dans des pays membres de l'EEE, l'article 69, § 2, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet ajoute l'obligation de se faire connaître préalablement. Il ne s'agit pas d'une contrainte très significative. L'article 69, § 2, alinéa 2, ajoute la possibilité pour la CBFA d'interdire aux entreprises en question de prêter leurs services en Belgique si leur État d'origine n'accorde pas aux entreprises belges les mêmes possibilités d'accès. Hormis ces deux dispositions, les articles 69 à 72 ne comportent pas d'autres restrictions. En particulier, ces dispositions ne subordonnent pas la prestation de service à l'existence dans le pays d'origine d'une réglementation prudentielle et sur la solvabilité. Il s'agit là d'une différence majeure par rapport au régime des entreprises de l'EEE, qui sont soumises à de tels règlements dans leur État d'origine ⁴³, ce qui justifie le mécanisme du "passeport unique". Or, l'article 49 de la directive 2005/68/CE exclut que le régime prévu pour les opérateurs en provenance d'États tiers soit plus favorable que le régime de prestation de services en vigueur pour les entreprises de l'EEE. Interrogé à ce sujet, le délégué du ministre a toutefois répondu ce qui suit :

"La subordination de la prestation de services en Belgique par des entreprises de réassurance établies dans un pays tiers à un agrément a semblé disproportionnée. Il a été jugé préférable de maintenir les conditions pour la prise en considération des créances sur de tels assureurs ou de parts de tels réassureurs dans les provisions techniques d'assureurs soumis à la loi du 9 juillet 1975, ainsi que l'indique l'exposé des motifs (deux derniers paragraphes du commentaire des articles 69-72, p. 35).

Les communications D.134 et D.135 de l'OCA des 18 et 19 avril 1995, dont les principes seront maintenus uniquement pour ces entreprises d'assurances, imposent respectivement une reconnaissance de dette, des conditions de nantissement ou de contrôle prudentiel par la CBFA qui, en fait, impliqueront un niveau d'exigence au moins égal ou supérieur à celui imposé aux entreprises de

⁽⁴³⁾ Comparez aussi avec le contenu minimum des accords avec les pays tiers envisagés à l'article 50 de la directive 2005/68/CE.

réassurance de l'EEE, pour lesquels par exemple aucun nantissement ne peut être exigé (comparez article 15, paragraphe 3, de la directive 73/239/CE, tel que modifié par l'article 57.3 de la directive 2005/68/CE et article 20, paragraphe 4, de la directive 2002/83, tel que modifié par l'article 60.6 de la directive 2005/68/CE).

L'arrêté royal d'exécution de la loi en projet apportera les précisions nécessaires à cet effet en modifiant notamment l'article 10, § 3, 8/ et 9/, de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances. Le prescrit de l'article 49 de la directive 2005/68/CE sera ainsi respecté."

2. Le délégué du ministre admet ainsi, implicitement, que les conditions prévues à l'article 69 de l'avant-projet ne suffisent pas à garantir le respect de l'article 49 de la directive 2005/68/CE. Le régime belge ne serait conforme à cet article qu'à la condition de prendre en considération l'article 10, § 3, 8/ et 9/, de l'arrêté royal du 22 février 1991, précité, et les communications D.134 et D.135.

Il ressort, cependant, de ces textes que le contrôle exercé sur les réassureurs de pays tiers est indirect puisqu'il s'opère par le truchement des exigences relatives aux valeurs représentatives des provisions et dettes techniques des compagnies d'assurance belges. La perspective change dans la mesure où l'auteur de l'avant-projet estime nécessaire de modifier notamment l'article 10 de l'arrêté royal du 22 février 1991, précité, afin d'assurer un contrôle prudentiel par la CBFA sur les prestataires établis hors de l'EEE qui implique un niveau d'exigence au moins égal ou supérieur à celui imposé aux entreprises de réassurance de l'EEE, comme l'exige l'article 49 de la directive 2005/68/CE.

Les articles 2, §§ 4 et 5, et 65 de la loi du 9 juillet 1975, précitée, qui constituent le fondement de l'arrêté royal du 22 février 1991, précité, ne répondent pas à cet objectif.

Il serait, dès lors, prudent de compléter les articles 69 à 72 de l'avant-projet par une disposition habilitant clairement le Roi à prendre les mesures envisagées.

Articles 73 et 74

1. Les articles 73 et 74 de l'avant-projet habilite la CBFA à adresser des injonctions à des entreprises de réassurance "belge[s] ou étrangère[s] établie[s] en Belgique", à publier que celles-ci ne se sont pas conformées à ses injonctions et à leur infliger une astreinte ou une amende administrative.

Les entreprises "étrangères" recouvrent notamment celles ayant leur siège social dans un État membre de l'EEE ⁴⁴ et l'établissement en Belgique peut se réaliser par l'installation de succursales. Dans cette mesure, les articles susmentionnés sont susceptibles d'être appliqués aux entreprises de réassurance européennes ayant une succursale sur le territoire national. Or, l'article 47 de la directive 2005/68/CE limite les possibilités d'action des États membres d'accueil à l'égard de ces opérateurs en imposant diverses formalités et conditions. Ces règles sont reprises à l'article 58 de l'avant-projet.

2. Selon le délégué du ministre,

"l'imposition de sanctions dans le cadre de la loi en projet à l'encontre d'une succursale d'une entreprise d'assurance dont le siège social est établi sur le territoire d'un État membre de l'EEE devra avoir lieu en suivant la procédure prévue par l'article 58. Cela s'impose par application de la règle *lex specialis derogat generali* autant que par une interprétation conforme de la loi avec la directive 2005/68/CE".

Il n'en reste pas moins que les articles 73 et 74 de l'avant-projet mêlent confusément les situations où la Belgique agit comme État d'origine et celles où elle intervient comme État d'accueil. Aussi, afin de respecter sans contestation possible l'article 47 de la directive 2005/68/CE, il serait souhaitable de distinguer ces deux cas de figure et de préciser que les injonctions et sanctions peuvent seulement être infligées aux entreprises ayant leur siège social dans un État membre de l'EEE dans le respect des conditions fixées par l'article 58 de l'avant-projet.

⁽⁴⁴⁾ Le délégué du ministre a confirmé que "[l]es mots «étranger» et «autre État» renvoient à toute activité en dehors de la Belgique, que ce soit à l'intérieur de l'Espace économique européen ou en dehors de celui-ci".

Article 81

1. L'article 81 habilite le Roi à fixer les règles en vue d'autoriser l'établissement sur le territoire belge de véhicules de titrisation. L'article 46, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE laisse aux États membres la liberté de décider d'autoriser ou non l'établissement sur son territoire de véhicules de titrisation. La décision de principe, en la matière, doit être prise par le législateur. Il convient dès lors de prévoir que des véhicules de titrisation peuvent s'établir sur le territoire.

2. L'article 46, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE "exige l'agrément officiel préalable" des véhicules de titrisation. Il est donc incorrect d'écrire, à l'article 81, alinéa 2, de l'avant-projet que, "le cas échéant, [le Roi] subordonne [leur] établissement à un agrément [...]".

Articles 82 à 97

1. Dans la logique de l'article 4, 5/, de l'avant-projet et pour plus de clarté, il serait souhaitable de définir, à l'article 82, 13/, de l'avant-projet, ce qu'il convient d'entendre par "la directive 98/78/CE".

Les articles subséquents de l'avant-projet devront être modifiés en ce sens.

2. De manière générale, le commentaire des articles 82 à 97 de l'avant-projet est totalement insuffisant. Son caractère extrêmement succinct nuit à la compréhension des dispositions très techniques que ces articles comportent.

Article 90

L'article 90, § 2, impose que la société mère soit une entreprise de droit belge pour dispenser une filiale belge d'une obligation de sous-consolidation. La question pourrait se poser de savoir si cette disposition ne crée pas une discrimination dans la mesure où les filiales d'une entreprise mère relevant du droit d'un autre État membre ne

sont pas dispensées de cette obligation. Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"La directive 98/78/CE (directive «Groupes») a prévu un calcul de marge de solvabilité ajustée à tous les niveaux dans le groupe, ceci afin de permettre aux autorités de contrôle nationales d'exercer une surveillance directe des sous groupes situés sur son territoire. Or, si l'entreprise mère est située sur le territoire belge, elle fait l'objet d'un contrôle consolidé par l'autorité de contrôle belge et un contrôle (sous-)consolidé à un niveau inférieur (c'est-à-dire au niveau des entreprises belges participantes) devient superflu sur le plan prudentiel, ce qui justifie l'exemption de sous-consolidation prévue à l'article 90, § 2, du projet de loi (et à l'article 91*decies*, § 2, de la loi de 1975, tel que modifié par le projet, s'agissant des entreprises d'assurances). À l'inverse, si la mère relève d'un autre État membre, l'autorité de contrôle belge n'a pas de pouvoir de surveillance sur celle-ci; un contrôle à un niveau inférieur (c'est-à-dire au niveau des entreprises belges participantes) reste donc nécessaire."

Cette explication paraît admissible.

Article 96

L'article 96 prévoit que la CBFA peut conclure un accord avec d'autres autorités de contrôle afin de délimiter les responsabilités respectives dans la surveillance complémentaire des groupes, ce qui suppose une répartition des tâches. L'article 4, paragraphe 2, de la directive 98/78/CE, tel que remplacé par l'article 59, point 3), de la directive 2005/68/CE, est *a priori* plus souple en ce qu'il permet de désigner celles d'entre ces autorités qui seront chargées d'exercer cette surveillance. Interrogé sur la raison de cette différence, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"Il y a certes une différence de formulation entre l'article 4, § 2, de la directive 98/78 (tel que modifié par l'article 59, 3), de la directive 2005/68/CE) et les dispositions belges qui le transposent, à savoir l'article 96 de l'avant-projet et l'article 91*sexiesdecies* de loi du 9 juillet 1975 (tel que modifié par l'article 132 de l'avant-projet).

Cette différence est voulue. Le texte d'origine de l'article 91*sexies decies* (dont a été inspiré l'article 96 de l'avant-projet) est conforme au Protocole d'Helsinki du 11 mai 2000, auquel ont adhéré tous les États membres ⁴⁵. Ce protocole a pour objet de déterminer les modalités de la collaboration entre autorités de contrôle dans le cadre de l'application de la directive 98/78/CE et, en

⁽⁴⁵⁾ [Http://www.ceiops.eu](http://www.ceiops.eu), onglet "publications", onglet "protocols".

particulier, notamment, de son article 4, § 2. Il prévoit, à cet égard, une répartition entre autorités de contrôle des compétences et responsabilités dans la surveillance complémentaire des groupes (il existe toujours un "co-ordination committee", dont tout contrôleur d'une entité locale fait partie de plein droit). Ce Protocole ne laisse pas la place à ce que certaines autorités n'exercent aucune responsabilité en la matière (cf p. 7 du Protocole, point 2.2)."

Cette explication mériterait de figurer dans l'exposé des motifs.

Titre X

Étant donné que plusieurs des dispositions reprises sous ce titre correspondent aux dispositions de titres précédents, les observations faites à leur sujet valent *mutatis mutandis* pour les dispositions du titre X.

Il en va, par exemple, ainsi de :

- l'article 101 de l'avant-projet qui appelle les observations déjà formulées au sujet de l'article 18;
- l'article 108 de l'avant-projet qui appelle la même observation que l'article 41 de l'avant-projet;
- l'article 110 de l'avant-projet qui appelle la même observation que l'article 42 de l'avant-projet;
- l'article 112 de l'avant-projet qui appelle la même observation que l'article 44 de l'avant-projet;
- l'article 117 de l'avant-projet : pour une raison similaire à celle exposée à propos de l'article 55 de l'avant-projet, le paragraphe 3 de l'article 64, que l'article 117 insère dans la loi du 9 juillet 1975, précitée, n'a pas sa place à l'article 64 de celle-ci, sous l'intitulé "Dispositions communes à l'exercice de l'activité par la voie d'une succursale ou en libre prestation de services".

Article 102

La section de législation s'interroge sur le point de savoir si les "provisions pour égalisation et catastrophes" n'ont pas une portée plus restrictive que les "réserves d'équilibrage" au sujet desquels l'article 33 de la directive 2005/68/CE fait ressortir qu'elles ont pour objet de couvrir les pertes techniques ou le taux de sinistre supérieur à la moyenne.

Article 121

1. À l'article 91*bis*, 10/, en projet, de la loi du 9 juillet 1975, précitée, il conviendrait d'écrire "compagnie financière mixte au sens de l'article 91*octiesdecies*".

2. Dans un souci de clarté, il conviendrait de définir la "directive 98/78/CE" à l'article 91*bis*, 11/, de la loi du 9 juillet 1975, précitée, et d'adapter la suite du texte en conséquence ⁴⁶.

Article 150

1. Aux termes de l'article 150, § 1^{er}, de l'avant-projet, qui transpose l'article 61, paragraphe 1, de la directive 2005/68/CE, "les entreprises de réassurance belges qui, au 10 décembre 2005, étaient habilitées à exercer des activités de réassurance sont réputées agréées".

Or, selon l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 juillet 1975, précitée, les dispositions de cette loi "ne sont pas applicables aux entreprises qui font des opérations de réassurance sans faire en même temps en Belgique des opérations d'assurance directe".

⁽⁴⁶⁾ Voir, ci-dessus, les observations sur les articles 82 à 97.

Il s'ensuit notamment que la réassurance n'est actuellement pas soumise au contrôle prudentiel de la CBFA ⁴⁷. La question se pose donc de savoir à quelle habilitation l'article 150 de l'avant-projet se réfère. Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"Actuellement, les entreprises de réassurance ne sont pas soumises à un contrôle prudentiel direct en Belgique, en ce sens qu'il n'y a pas d'agrément requis pour pouvoir exercer une telle activité en Belgique.

Cependant, pour pouvoir être retenues au titre de valeurs représentatives, les créances sur réassureurs et les parts des réassureurs dans les provisions techniques doivent répondre à des conditions particulières (article 10, § 3, 8/ et 9/, de l'A.R. du 22 février 1991).

En ce qui concerne les créances sur réassureurs, la réglementation prévoit que «la localisation de ces créances dans la Communauté n'est pas exigée. Ces créances doivent faire l'objet d'une reconnaissance de dette écrite des réassureurs et être garanties par une sûreté réelle, selon les conditions acceptées par la CBFA» (10, § 3, 8/).

En ce qui concerne les parts de réassureurs, la réglementation prévoit qu'elles sont admissibles «selon les conditions acceptées par la CBFA» (10, § 3, 9/).

Les conditions ont été fixées par les communications D.134 et D.135 de l'OCA des 18 et 19 avril 1995. La communication D.134 prévoit les modalités de la reconnaissance de dette et de la sûreté réelle. La communication D.135 organise un contrôle prudentiel indirect des entreprises de réassurance de pays tiers.

L'admission de créances sur réassureurs dans le cadre de la communication D.134 n'a pas réalisé, dans le chef du réassureur concerné, une quelconque habilitation en faveur de ce dernier pour exercer l'activité de réassureur en Belgique. Par contre, le contrôle effectué par la CBFA dans le cadre de la communication D.135 peut être assimilé à une «habilitation», puisqu'il aboutit à la reconnaissance des qualités nécessaires pour offrir une réassurance qui sera prise en considération comme valeurs représentatives de l'entreprise d'assurance belge."

Cette réponse conduit elle-même à s'interroger sur le point de savoir comment "la communication D.135 [qui] organise un contrôle prudentiel indirect des entreprises de réassurance de pays tiers" pourrait instaurer une sorte d'habilitation des "entreprises de réassurance belges" au sens de l'article 150, § 1^{er}, de l'avant-projet.

⁽⁴⁷⁾ Voir les considérations générales de l'exposé des motifs.

Cette communication⁴⁸ fixe toutefois les conditions auxquelles un assureur direct peut utiliser comme valeur représentative la part d'un réassureur dans ses provisions techniques, que ce réassureur soit belge, d'un État membre ou d'un pays tiers. Dans tous les cas, l'assureur doit introduire annuellement une demande pour pouvoir utiliser cette part et une réponse positive lui est seulement donnée au vu de certaines conditions auxquelles le réassureur doit satisfaire. Il ressort des explications du délégué du ministre que c'est cette appréciation favorable qui est assimilée à une habilitation.

Cette précision devrait, à tout le moins, figurer dans le commentaire de l'article 150 de l'avant-projet.

2. L'article 150, § 1^{er}, alinéa 2, de l'avant-projet, prévoit que les entreprises de réassurance habilitées à exercer des activités de réassurance au 10 décembre 2005 seront immédiatement tenues de se conformer aux dispositions relatives à l'exercice de l'activité de réassurance ainsi qu'aux exigences énoncées aux articles 13 à 19 de l'avant-projet.

Il conviendrait de préciser à quoi correspondent les "dispositions relatives à l'exercice de l'activité de réassurance". Il s'agit vraisemblablement de celles figurant au titre II, chapitres II et III, mais il est probable que d'autres dispositions soient également visées, comme les articles 80 et 81 de l'avant-projet. La question se pose aussi de savoir si l'article 150, § 2, de l'avant-projet vise également les obligations d'informations qui sont relatives à l'exercice des activités des opérateurs concernés.

3. Dans la mesure où la directive 2005/68/CE devait être transposée pour le 10 décembre 2007, au plus tard, son article 61, paragraphe 2, permettait aux États membres d'accorder un an supplémentaire aux entreprises de réassurance existantes pour se conformer aux articles 6, point a), 7, 8 et 32 à 40 relatifs à l'objet social, aux liens étroits que ces entreprises entretiennent, au principe de l'identité du siège statutaire avec l'administration centrale, aux provisions techniques, à la marge de solvabilité et au fonds de garantie.

⁽⁴⁸⁾ Voir l'examen des articles 69 à 72 ci-dessus.

L'article 150, § 2, de l'avant-projet laisse, en revanche, un délai de trois mois aux opérateurs en question pour déposer un dossier auprès de l'autorité de contrôle ⁴⁹.

La section de législation du Conseil d'État observe que ce choix est peu cohérent dans la mesure où :

- à l'inverse de la constitution d'un dossier exposant la situation existante, les exigences auxquelles les entreprises devraient se conformer immédiatement nécessitent, le cas échéant, des adaptations considérables;
- les dispositions relatives à l'exercice de l'activité de réassurance entreront en vigueur dans le délai classique de 10 jours après la publication de la loi au Moniteur belge, alors que certaines d'entre elles nécessitent des règlements d'exécution (articles 21, §§ 3 et 4, 22, § 2, alinéa 2, et 23, § 2, de l'avant-projet).

Observations finales

1. Ainsi que le tableau de correspondance en témoigne, l'avant-projet omet de transposer l'article 19bis de la directive 2005/68/CE, tel qu'introduit par la directive 2007/44/CE. Cet article concerne l'évaluation du candidat acquéreur d'une participation dans une entreprise de réassurance. Cette question n'est abordée que de manière elliptique dans l'avant-projet ⁵⁰.

Celui-ci doit être complété.

⁽⁴⁹⁾ Cette obligation n'est pas prévue par la directive 2005/68/CE mais peut être rangée parmi les règles plus sévères que les États peuvent adopter.

⁽⁵⁰⁾ Voir l'article 24, § 1^{er}, alinéa 3, de l'avant-projet.

2. Lorsqu'une disposition du projet renvoie à un autre article, il conviendrait d'être plus précis en mentionnant, le cas échéant, le paragraphe auquel il est renvoyé. Ainsi, à titre d'exemple, à l'article 49, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet - sous réserve de l'observation faite sous l'article 48, § 2 -, il convient de se référer à l'article 48, § 1^{er}.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A. WEYEMBERGH,	assesseur de la section de législation,
Monsieur	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. P. GILLIAUX, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

G. DELANNAY

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.643/2
VAN 1 JULI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 mei 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "op het herverzekeringsbedrijf", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerkingen

1. Gelet op de technische complexiteit en de omvang van het voorliggende voorontwerp van wet, is de afdeling wetgeving genoodzaakt geweest zich te beperken tot een onderzoek van het voorontwerp waarbij het geheel van de gegevens vermeld in artikel 84, § 3, eerste lid, van die wetten niet in al hun aspecten behandeld konden worden. Wanneer in dit advies over een bepaling geen opmerking wordt gemaakt, kan daaruit niet noodzakelijkerwijze worden afgeleid dat er niets te zeggen valt en wanneer er wel een opmerking gemaakt wordt, betekent zulks niet dat ze exhaustief is. Bijgevolg kan de omstandigheid dat de afdeling wetgeving niets zegt over een bepaling niet dienen om het voorontwerp te interpreteren of te beoordelen.

2. De complexiteit van het voorontwerp is inzonderheid het gevolg van de omstandigheid dat het in grote mate strekt tot omzetting van richtlijn 2005/68/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2005 betreffende herverzekering en houdende wijziging van richtlijnen 73/239/EEG en 92/49/EEG van de Raad en van

richtlijnen 98/78/EG en 2002/83/EG, gewijzigd bij richtlijn 2007/44/EG ¹ en richtlijn 2008/37/EG ^{2 3}.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft de beschikking gehad over een tabel met de overeenstemming tussen de bepalingen van die richtlijn en die van het voorontwerp. Die tabel heeft weliswaar bijgedragen tot de behandeling van de adviesaanvraag en het onderzoek van het voorontwerp, maar het ware opportuun geweest eveneens te kunnen beschikken over een tabel waarin, omgekeerd, de overeenstemming zou zijn aangegeven tussen de bepalingen van het voorontwerp en die van de richtlijn ⁴.

De steller van het voorontwerp wordt verzocht die tabellen te voegen bij het ontwerp dat bij het bureau van de Kamer van volksvertegenwoordigers zal worden

-
- (1) Richtlijn 2007/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 september 2007 tot wijziging van richtlijn 92/49/EEG van de Raad en de richtlijnen 2002/83/EG, 2004/39/EG, 2005/68/EG en 2006/48/EG wat betreft procedureregels en evaluatiecriteria voor de prudentiële beoordeling van verwervingen en vergrotingen van deelnemingen in de financiële sector, hierna te noemen richtlijn 2007/44/EG.
- (2) Richtlijn 2008/37/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2008 tot wijziging van richtlijn 2005/68/EG betreffende herverzekering, wat de aan de Commissie verleende uitvoeringsbevoegdheden betreft, hierna te noemen richtlijn 2008/37/EG.
- (3) Hierna te noemen richtlijn 2005/68/EG. Voor een summier voorstelling van die richtlijn, zie Commentaar J. Mégret, M. Dony (leiding), *Politiques économiques et sociales*, D. Servais (leiding), *Intégration des marchés financiers*, 3^e uitgave, 2007, nrs. 432 tot 437, blz. 274 tot 277.
- (4) Zoals uiteengezet wordt in het jaarverslag van de Raad van State voor het jaar 2005-2006, "(zijn) dergelijke concordantietabellen, waarvan de mededeling aan de Europese Commissie bovendien vaak door de richtlijnen zelf wordt opgelegd, (...) immers niet alleen noodzakelijk voor het onderzoek van het dossier door de Raad van State, maar ook voor een goed begrip en een doeltreffende voorbereiding van het ontwerp door de steller ervan" (Raad van State, jaarverslag, 2005-2006, punt 17).

.../...

ingediend ⁵, inzonderheid op basis van de vermeldingen in verband met die overeenstemming die reeds in de commentaar bij bepaalde artikelen voorkomt. Hij dient er evenwel op toe te zien dat de juistheid ervan wordt nagegaan ⁶.

Algemene opmerkingen

1. Verordenende bevoegdheid van de CBFA

Bij de artikelen 18, § 4, 25, § 2, derde lid, 29, § 1, 42, eerste lid, 46, tweede lid, 60, § 4, tweede lid, 98, § 2, zevende lid, 105, 114 en 145 van het voorontwerp wordt de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen ⁷ gemachtigd reglementen uit te vaardigen.

Die reglementen zouden moeten worden vastgesteld overeenkomstig artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector

(⁵) Volgens het voormelde jaarverslag van de Raad van State "(zouden) deze tabellen (...) moeten worden medegedeeld aan de betrokken wetgevende vergaderingen opdat deze zich met kennis van zaken zouden kunnen uitspreken over de keuze van de middelen die de regering hen voorstelt aan te wenden en om te voorkomen dat bij de uitoefening van het recht van wijziging waarin artikel 76 van de Grondwet voorziet, de grenzen worden overschreden van de beoordelingsbevoegdheid die het Europese recht aan de lidstaten toekent" (*ibidem*).

(⁶) In dit verband zijn enkele moeilijkheden gerezen. Zo bijvoorbeeld :

- wordt bij artikel 50, eerste lid, van het voorontwerp artikel 42, lid 1, van richtlijn 2005/68/EG omgezet en wordt bij het tweede lid van dezelfde bepaling artikel 42, lid 4, van die richtlijn omgezet, maar wordt in de commentaar bij het ontworpen artikel 50 alleen verwezen naar artikel 42, lid 4, van de richtlijn; voorts wordt, wat de omzetting van laatstgenoemde bepaling betreft, in de overeenstemmingstabel alleen verwezen naar artikel 56, § 2, van het voorontwerp en niet naar artikel 50 ervan;
- wordt de overeenstemming tussen bijlage I bij richtlijn 98/78/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 oktober 1978 betreffende het aanvullend toezicht op verzekeringsondernemingen en herverzekeringsondernemingen in een verzekerings- of herverzekeringsgroep (bijlage II bij richtlijn 2005/68/EG) met de bepalingen van het voorontwerp op benaderende en onvolledige wijze aangegeven; ze is verkeerd wat punt 2.1 betreft, inzonderheid wat betreft de verwijzing naar de vierde, vijfde, zesde en zevende alinea (dat punt 2.1 bestaat overigens uit slechts zes alinea's).

(⁷) Hierna te noemen de CBFA.

en de financiële diensten zodat ze slechts uitwerking hebben na goedkeuring door de Koning en bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad, hetgeen zou bijdragen tot de rechtszekerheid.

2. Bevoegdheid van de CBFA om afwijkingen toe te staan

1. De Raad van State heeft vroeger reeds kritiek geuit op de bevoegdheid die aan de CBFA wordt opgedragen om af te wijken van de wet of van de verordeningen tot uitvoering ervan ⁸.

Artikelen 17, § 2, 18, § 2, zevende lid, 29, § 1, 98, § 5 en 105 van het voorontwerp strekken ertoe aan de CBFA de bevoegdheid te verlenen afwijkingen toe te staan op de toepassing van de wet of de besluiten tot uitvoering ervan.

2. De richtlijn staat alleen afwijkingen toe in de beperkte gevallen waarin voorzien is door :

- artikel 36, lid 2, alinea 4, van richtlijn 2005/68/EG betreffende de bestanddelen van de solvabiliteitsmarge, waarvan de omzetting bij koninklijk besluit tot stand zal moeten worden gebracht (artikel 22, § 2, tweede lid, van het voorontwerp);
- artikel 60, punt 8), van dezelfde richtlijn, tot aanvulling van artikel 27, lid 2, van richtlijn 2002/83/EG ⁹, waarvan de omzetting reeds tot stand is gebracht bij artikel 15*bis* van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

⁽⁸⁾ Advies 21.755/2, gegeven op 29 oktober 1992 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen (Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 616/1).

⁽⁹⁾ Richtlijn 2002/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 november 2002 betreffende levensverzekering, hierna te noemen richtlijn 2002/83/EG.

- bijlage II bij diezelfde richtlijn, waarbij bijlage I bij richtlijn 98/78/EG ¹⁰ wordt vervangen, punt 2.1, vijfde alinea, betreffende de berekening van de solvabiliteit van de verbonden verzekeringsondernemingen en herverzekerings- ondernemingen, waarvan de omzetting tot stand wordt gebracht door artikel 89, § 1, van het voorontwerp en artikel 91 *nonies* van de voormelde wet van 9 juli 1975.

3. Aldus blijkt dat de kwestieuze afwijkende bepalingen de kwaliteit van de omzetting van richtlijn 2005/68/EG zouden kunnen schaden. Alleen in artikel 98, § 5, van het voorontwerp wordt herinnerd aan de omstandigheid dat geen afwijking mag worden aangenomen die tegen het Europees recht indruist.

Bovendien wordt door de voorwaarden die gelden voor de uitoefening van de bevoegdheid om af te wijken, aan de CBFA een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid verleend. Zo wordt in de artikelen 29, § 1, 98, § 5, en 105 van het voorontwerp vereist dat de CBFA geconfronteerd wordt met een "bijzonder geval". Dat begrip wordt evenwel niet gedefinieerd en geen enkel criterium dat in de wet vervat ligt, maakt het mogelijk te beoordelen welke omstandigheid daarmee overeenkomt. De toekenning aan de CBFA van de bevoegdheid om in bijzondere gevallen afwijkingen toe te staan, komt dan ook neer op de toekenning aan een administratieve overheid - waarvan de verantwoordelijkheid niet kan worden gelaakt vóór de wetgevende kamers - van de bevoegdheid om heel vrijelijk te bepalen in welke mate het geheel van een regelgeving vastgesteld door de wetgever of door de Koning al dan niet dwingend is voor de instellingen in kwestie. Daarenboven houden de artikelen 29, § 1, en 105 van het voorontwerp voor de CBFA de machtiging in om niet alleen in bijzondere gevallen maar ook voor sommige niet nader bepaalde categorieën van ondernemingen van de toepasselijke bepalingen af te wijken.

Deze mogelijkheid om de toepassing van de wet buiten spel te zetten doet niet alleen afbreuk aan het algemene karakter van de wettelijke rechtsregel, maar ook aan het beginsel van de gelijkheid voor de wet. Wat dat laatstgenoemde punt betreft, wordt alleen in artikel 98, § 5, van het voorontwerp herinnerd aan de omstandigheid dat de

⁽¹⁰⁾ Richtlijn 98/78/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 oktober 1998 betreffende het aanvullend toezicht op verzekeringsondernemingen en herverzekeringsondernemingen in een verzekerings- of herverzekeringsgroep, gewijzigd bij richtlijn 2002/87/EG, richtlijn 2005/1/EG en richtlijn 2005/68/EG, hierna te noemen richtlijn 98/78/EG.

afwijkingen moeten gelden voor alle gereguleerde ondernemingen die zich in dezelfde situatie bevinden.

4. De hiervoren gemaakte opmerking geldt *a fortiori* voor artikel 17, § 2, van het voorontwerp, welke bepaling, uitgezonderd wat het leidinggevend personeel betreft, geen enkele beperking stelt op de bevoegdheid van de CBFA om afwijkingen toe te staan.

Overigens houden de vormvereisten waarin voorzien wordt nauwelijks enige inperking in van de zeer ruime manoeuvreerruimte die aan de CBFA wordt toegekend. Bij artikel 17, § 2, van het voorontwerp wordt in geen enkele inperking voorzien. In artikel 18, § 2, zevende lid, van het voorontwerp wordt alleen bepaald dat de CBFA haar "afwijkingsbeleid" openbaar maakt, hetgeen wederom een grote vrijheid laat en niet gelijk staat met de bekendmaking van de werkelijk toegestane afwijkingen. Ten slotte kan de motivering van de afwijkingen waarin de artikelen 29, § 1, en 105 van het voorontwerp voorzien een degelijke inperking van haar manoeuvreerruimte niet vervangen.

5. Bijgevolg behoren de voormelde teksten te worden herzien.

3. Bevoegdheid van de CBFA om overeenkomsten te sluiten

1. In verscheidene bepalingen van het voorontwerp wordt aan de CBFA de bevoegdheid opgedragen om met andere toezichthoudende instanties overeenkomsten te sluiten.

De artikelen 87, § 2, derde lid, en 97, vierde lid, bieden aan de CBFA de mogelijkheid overeenkomsten te sluiten voor het bepalen van de concrete regels van het toezicht dat ze dient uit te oefenen. Deze artikelen staan enigszins los van richtlijn 2005/68/EG.

In het licht van hun beperkt doel geven ze evenwel geen aanleiding tot enig bezwaar.

2. De artikelen 93, § 2, eerste lid, 3/, 96, 130 ¹¹ en 132 ¹² van het voorontwerp voorzien in het sluiten van overeenkomsten tot regeling van de samenwerking tussen autoriteiten die bevoegd zijn om toezicht uit te oefenen op de onderscheiden entiteiten van een groep van ondernemingen. Die artikelen vloeien voort uit bepalingen van richtlijn 2005/68/EG (artikel 4, lid 2, en bijlage II, lid 2, van richtlijn 98/78, zoals vervangen bij artikel 59, punt 3) en bijlage II bij richtlijn 2005/68/EG). Gelet op die bepalingen geven de voornoemde artikelen evenmin aanleiding tot opmerkingen.

3. Ten slotte zou artikel 67 van het voorontwerp voor de CBFA de machtiging inhouden om met toezichthoudende autoriteiten van andere Staten die geen lid zijn van de Europese Economische Ruimte ¹³ overeenkomsten te sluiten waarbij vrijstelling wordt verleend van de toepassing, in België, van de wet of van de besluiten tot uitvoering ervan. Voor dat artikel is geen rechtsgrond te vinden in richtlijn 2005/68/EG ¹⁴. Dit wordt bevestigd door de overeenstemmingstabel die aan de auditeur-rapporteur is overgezonden.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds, in verband met het voorontwerp dat geleid heeft tot artikel 83 van de voornoemde wet van 22 maart 1993, waarop artikel 67 van het voorontwerp voortbouwt ¹⁵, opgemerkt dat die overeenkomsten

(11) Het ontworpen artikel 91 *terdecies*, § 2, eerste lid, 3/, van de voormelde wet van 9 juli 1975.

(12) Het ontworpen artikel 91 *sexiesdecies* van de voornoemde wet van 9 juli 1975.

(13) Hierna te noemen de EER.

(14) De regeling voor herverzekeringsondernemingen met zetel buiten de Gemeenschap is voornamelijk uitgewerkt in de artikelen 49 tot 51 van richtlijn 2005/68/EG, waarin hoofdzakelijk verwezen wordt naar overeenkomsten die door de Raad met derde landen zouden worden gesloten.

(15) Zie de memorie van toelichting.

"uiteraard geen privaatrechtelijke overeenkomsten zijn; het zijn evenmin internationale verdragen. Het is derhalve niet duidelijk welke plaats zij kunnen bekleden in de hiërarchie van de rechtsregels die in de Belgische rechtsorde van toepassing zijn, aangezien zij het werk zullen zijn, enerzijds van een Belgische instelling, goedgekeurd door de Belgische uitvoerende macht, en anderzijds van buitenlandse personen, die wellicht in de meeste gevallen administratieve overheden zullen zijn. Het rechtskarakter en bijgevolg de bindende kracht van dergelijke «overeenkomsten» is derhalve zeer problematisch.

Dit probleem zou nauwelijks van belang zijn indien het alleen om de coördinatie van bestuurshandelingen zou gaan, zonder dat de rechtsgrond ervan werd aangetast. Het wordt ernstig aangezien het tweede lid bepaalt dat dergelijke overeenkomsten mogen afwijken van alle bepalingen van de wet met als enig voorbehoud, bepaald in het vierde lid, dat zij voor de bijkantoren van niet-communautaire banken geen gunstiger regels bevatten dan voor de bijkantoren van communautaire banken. Een dergelijke afwijkingsbevoegdheid, die algemeen is aangezien ze op basis van de wederkerigheid uitgeoefend dient te worden, zal onvermijdelijk een weerslag hebben op de behandeling, in het buitenland, van de Belgische instellingen en hun bijkantoren; die afwijkingsbevoegdheid dient dan ook in ieder geval voor de uitvoerende macht zelf weggelegd te worden en kan niet afhangen van de overeenstemmende wil van een buitenlandse overheid"¹⁶.

4. Audi alteram partem

Het voorontwerp omvat vele maatregelen die vrij zwaar zijn (artikelen 24, § 4, 26, 44, 47, § 1, 48, 53, § 1, 58, § 1, tweede lid, 63, 74, 88, vierde lid, 94, 106, 107, 119, enz.).

Volgens een vaste adviespraktijk van de afdeling wetgeving en een vaste rechtspraak van de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State, moeten personen tegen wie zware maatregelen overwogen worden toegang krijgen tot een procedure die hen in staat stelt om hun standpunt op dienstige wijze te doen gelden voordat de beslissing genomen wordt. Aangezien bij het voorontwerp een richtlijn ten uitvoer wordt gelegd, behoort er eveneens op te worden gewezen dat het recht op een procedure op tegenspraak een algemeen beginsel van het gemeenschapsrecht is dat zelfs voor de lidstaten geldt. Het voorontwerp bevat evenwel geen enkele bepaling die in zo een waarborg voorziet, welke waarborg opgevat dient te worden in het licht van de specifieke eigenschappen van de aangelegenheid.

⁽¹⁶⁾ Voormeld advies 21.755/2, gegeven op 29 oktober 1992.

5. Wijzigingsbepalingen

Bij de artikelen 99 en volgende van het voorontwerp worden wijzigingen aangebracht in :

- de voormelde wet van 9 juli 1975 (artikelen 99 tot 133);
- de voornoemde wet van 22 maart 1993 (artikelen 134 tot 138);
- de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen (artikelen 139 tot 142);
- de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België (artikelen 143 en 144);
- de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten (artikel 144);
- de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles (artikelen 145 tot 149).

Een deel van deze wijzigingen vloeit voort uit richtlijn 2005/68/EG. Andere wijzigingen strekken ertoe in het domein van de verzekeringen bepalingen over te nemen die eigen zijn aan de banksector en aan de kredietinstellingen (zie de artikelen 101, 105, 107 tot 114 van het voorontwerp). Nog andere, ten slotte, strekken ertoe oplossingen die voor de herverzekeringsondernemingen gehanteerd worden te verruimen tot de levensverzekeringsondernemingen en de schadeverzekerings- ondernemingen (zie, bijvoorbeeld, de artikelen 115, 118 en 119 van het voorontwerp).

Gelet op de omvang van het voorontwerp en op de technische aard ervan, gelet ook op de beknopte commentaar die gegeven is over de wijzigingsbepalingen en bij ontstentenis van overeenstemmingstabellen waarbij de gewijzigde bepalingen gesitueerd worden inzonderheid in het kader van de volgende richtlijnen :

.../...

- richtlijn 73/239/EEG van de Raad van 24 juli 1973 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot het directe verzekeringsbedrijf, met uitzondering van de levensverzekeringsbranche, en de uitoefening daarvan;
- richtlijn 92/49/EEG van de Raad van 18 juni 1992 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende het directe verzekeringsbedrijf, met uitzondering van de levensverzekeringsbranche, en houdende wijziging van de richtlijnen 73/239/EEG en 88/357/EEG (derde richtlijn schadeverzekering);
- de voormelde richtlijn 2002/83;
- richtlijn 2002/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 betreffende het aanvullende toezicht op kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen en beleggingsondernemingen in een financieel conglomeraat,

heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State zich er niet van kunnen vergewissen dat deze extrapolaties geen schending inhouden van het kader dat daarbij is bepaald ¹⁷.

⁽¹⁷⁾ De afdeling wetgeving merkt niettemin op dat de voormelde richtlijnen of sommige bepalingen ervan minimale normen bevatten (zie considerans 8 van richtlijn 92/49; de consideransen 10, 28, 36 en 52 van richtlijn 2002/83; considerans 16 van richtlijn 2002/87). Bijgevolg staat het België vrij striktere regels aan te nemen in de mate die in die richtlijnen wordt aangegeven.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 2

De verwijzing naar richtlijn 2005/68/EG behoort aangevuld te worden met de vermelding dat deze gewijzigd is bij richtlijn 2007/44/EG en bij richtlijn 2008/37/EG.

Artikel 4

Uit artikel 2, lid 2, van richtlijn 2005/68/EG blijkt dat het begrip "bijkantoor" niet in de strikte betekenis van het woord wordt gebruikt en dat het zelfs ruimer is dan het begrip "agentschap". Artikel 4, 3/, tweede lid, van het voorontwerp sluit daarbij aan. De draagwijdte van de definitie mag evenwel niet beperkt worden tot elke vorm van duurzame aanwezigheid "op het Belgisch grondgebied". In artikel 31, § 2, van het voorontwerp wordt immers de hypothese geopperd van de oprichting van een bijkantoor door een Belgische onderneming in een andere lidstaat. De ruime definitie die voorkomt in artikel 2, lid 2, van richtlijn 2005/68/EG dient ook in dat geval te worden toegepast.

Artikel 7

1. In artikel 7 van het voorontwerp wordt bepaald dat bij de vergunningsaanvraag een programma van werkzaamheden gevoegd wordt. Het zet aldus artikel 6, b), van richtlijn 2005/68/EG om. Het preciseert ook wat dat programma moet bevatten en geeft aldus uitvoering aan artikel 11 van diezelfde richtlijn.

In de afdeling die betrekking heeft op de "vergunningsvoorwaarden" is evenwel geen sprake meer van het programma van werkzaamheden (artikel 13 en volgende van het voorontwerp). Het zou beter zijn om, overeenkomstig artikel 4, lid 2,

tweede alinea, van richtlijn 2005/68/EG ¹⁸ een bepaling in te voegen volgens welke de vergunning afgegeven wordt in het licht van het programma van werkzaamheden.

2. In artikel 7, lid 3, van dezelfde richtlijn wordt bepaald dat "de bevoegde autoriteiten van herverzekeringsondernemingen (verlangend) dat zij hun de informatie verstrekken die zij nodig hebben om zich ervan te kunnen vergewissen dat doorlopend (...) wordt voldaan" aan de verplichting om erop toe te zien dat nauwe banden tussen de herverzekeringsonderneming en andere natuurlijke of rechtspersonen de juiste uitoefening van hun toezichthoudende taken niet belemmeren.

Uit de concordantietabel die aan de Raad van State is bezorgd, blijkt dat de Regering die bepaling wil omzetten met artikel 7, eerste lid, 7/, van het voorontwerp. Die bepaling heeft evenwel alleen betrekking op de gegevens die bij de vergunningsaanvraag gevoegd moeten worden. Ze voorziet niet in de mogelijkheid om de doorlopende toetsing te verrichten die vereist wordt door artikel 7, lid 3, van richtlijn 2005/68/EG.

Het voorontwerp dient derhalve in hoofdstuk II te worden aangevuld.

Artikel 8

In artikel 8, tweede lid, laatste zin, wordt bepaald dat de bevoegde autoriteiten elkaar alle informatie meedelen die relevant is voor de afgifte van een vergunning. Teneinde te zorgen voor een meer getrouwe omzetting van artikel 14, lid 3, van richtlijn 2005/68/EG zou het beter zijn om onder hoofdstuk II te preciseren dat dezelfde regel ook geldt voor de doorlopende toetsing van de naleving van de voorwaarden voor de bedrijfsuitoefening.

⁽¹⁸⁾ "Zij (de afgifte van de vergunning) wordt onderzocht in het licht van het programma van werkzaamheden dat ingevolge artikel 6, onder b), en artikel 11, moet worden ingediend, en van de inachtneming van de voorwaarden die door de lidstaat waar de vergunning wordt aangevraagd, zijn vastgesteld".

Artikel 10

In artikel 10 wordt bepaald dat de CBFA in haar vergunning voorwaarden kan stellen voor de uitoefening van "bepaalde van de voorgenomen activiteiten". Zoals het artikel gesteld is, ontnemt het de CBFA de mogelijkheid om voorwaarden te stellen die gelden voor alle herverzekeringsactiviteiten van de operator. Deze beperking kan afbreuk doen aan de doeltreffendheid van de preventieve toetsing die door die instantie wordt uitgeoefend.

Afdeling 2 : vergunningsvoorwaarden

Ter wille van de rechtszekerheid zou artikel 10 van richtlijn 2005/68/EG uitdrukkelijk moeten worden omgezet.

Artikel 13

Het begrip "onderlinge herverzekeringsonderneming" bestaat niet en komt als zodanig niet voor in bijlage I bij richtlijn 2005/68/EG. Er behoort dus geschreven te worden "onderlinge verzekeringsvereniging". De gemachtigde van de Minister heeft daarmee ingestemd.

Artikel 13, tweede lid, van het voorontwerp is derhalve zinloos.

Artikel 14

Artikel 6, a), van richtlijn 2005/68/EG luidt als volgt :

"De lidstaat van herkomst eist dat de herverzekeringsondernemingen die een vergunning aanvragen (...) hun doel beperken tot herverzekeringswerkzaamheden en daarmee samenhangende verrichtingen; dit vereiste kan tevens de functie van holding omvatten evenals werkzaamheden op het gebied van de financiële sector in de zin van artikel 2, punt 8, van Richtlijn 2002/87/EG."

.../...

Volgens artikel 2, punt 8, van richtlijn 2002/87/EG overkoepelt de "financiële sector" in hoofdzaak de kredietinstellingen, de financiële instellingen, de beleggingsondernemingen, de verzekeringsondernemingen, de herverzekeringsondernemingen en de verzekeringsholdings. Met "verrichtingen die samenhangen met het herverzekeringsbedrijf" kan een herverzekeringsonderneming bijvoorbeeld werkzaamheden verrichten als "het verstrekken van statistisch of actuariel advies, risico-analyse of onderzoek ten behoeve van haar cliënten". Ze kan dochterondernemingen van herverzekeringsondernemingen¹⁹, maar eveneens financiële ondernemingen controleren.

Artikel 14 van het voorontwerp zet artikel 6, a), van richtlijn 2005/68/EG om. Het voorziet in de mogelijkheid voor de herverzekeringsondernemingen om verrichtingen te stellen die samenhangen met de herverzekeringsactiviteiten. Datzelfde artikel voegt daaraan toe dat die daarmee samenhangende verrichtingen "de functie van holding (kunnen) omvatten". Die functies omvatten de uiteenlopende activiteiten die hiervoor zijn gememoreerd. De Regering preciseert evenwel in de memorie van toelichting dat zij besloten heeft om de mogelijkheid die geboden wordt in artikel 6, a), van richtlijn 2005/68/EG niet te handhaven, welke mogelijkheid erin bestaat het maatschappelijk doel uit te breiden met activiteiten van de financiële sector.

Uit artikel 98, 2/ en 3/, en uit artikel 133²⁰ van het voorontwerp vloeit nochtans voort dat een herverzekeringsonderneming aan het hoofd kan staan van een groep bestaande uit financiële ondernemingen en de vorm van een holding kan aannemen.

Indien dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient artikel 14, alsook de memorie van toelichting, te worden aangepast.

⁽¹⁹⁾ Voorstel van de Commissie van 21 april 2004 voor een richtlijn betreffende herverzekerings- en houdende wijziging van richtlijnen 73/239/EEG en 92/49/EEG van de Raad en van Richtlijnen 98/78/EG en 2002/83/EG, COM(2004)273 definitief, blz. 11.

⁽²⁰⁾ Deze bepalingen wijzigen artikel 91*octiesdecies*, 2/ en 3/, van de voornoemde wet van 9 juli 1975.

Artikel 15

In artikel 40, lid 2, van richtlijn 2005/68/EG, wordt het minimumbedrag van het garantiefonds vastgesteld op 3 miljoen euro en op 1 miljoen euro in geval van herverzekeringsschades. Artikel 41, lid 1, van diezelfde richtlijn bepaalt evenwel dat die bedragen jaarlijks en voor de eerste maal op 10 december 2007 aangepast worden aan de veranderingen in het Europese indexcijfer van de consumentenprijzen tussen 10 december 2005 ²¹ en de actualiseringsdatum.

Wegens de vertraging die de omzetting van richtlijn 2005/68/EG zal oplopen, zullen de voornoemde bedragen enkel nog voor het verleden gelden. Tenzij het ontwerp onmiddellijk goedgekeurd wordt, moet de CBFA, van zodra de ontworpen wet in werking treedt, de geactualiseerde bedragen bekendmaken overeenkomstig artikel 15, § 3, ervan.

Artikel 16

Gelet op artikel 12 van richtlijn 2005/68/EG dient artikel 16 van het voorontwerp aangevuld te worden met een bepaling waarin vermeld wordt dat de CBFA geen vergunning verleent voordat deze de in het eerste lid van dit artikel opgesomde inlichtingen heeft verkregen.

Artikel 18

1. In artikel 18 worden de vereisten overgenomen uit artikel 20 van de voornoemde wet van 22 maart 1993, zoals het gewijzigd is bij artikel 7 van de wet van 15 mei 2007 ²².

⁽²¹⁾ Het gaat om de datum waarop de richtlijn in werking getreden is.

⁽²²⁾ Wet van 15 mei 2007 tot wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, en van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds in haar advies over het ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de voornoemde wet van 15 mei 2007²³, opgemerkt dat een omschrijving zoals "een coherente en transparante organisatiestructuur, met inbegrip van een passende functiescheiding", die voorkomt in artikel 18, § 2, van het voorontwerp, vaag is en in de memorie van toelichting verduidelijkt dient te worden.

2. In artikel 18, § 6, van het voorontwerp wordt bepaald dat de erkend revisor bij het wettelijke bestuursorgaan, in voorkomend geval via het auditcomité, "tijdig" verslag uitbrengt over de belangrijke kwesties die aan het licht zijn gekomen bij zijn opdracht. De afdeling wetgeving heeft reeds in haar voornoemde advies 42.383/2 gesteld dat de term "tijdig" gepreciseerd zou moeten worden teneinde duidelijk te maken of het om incidentele, driemaandelijkse, jaarlijkse, of andere informatieverstrekking gaat.

3. Teneinde te voldoen aan artikel 7, leden 1 en 2, van de richtlijn behoort te worden gepreciseerd dat de CBFA geen vergunning verleent indien niet voldaan is aan de voorwaarden bepaald in paragraaf 7 van artikel 18 van het voorontwerp.

Artikel 19

Uit artikel 4, 1/, van het voorontwerp, blijkt dat het begrip "herverzekeringsonderneming" zonder onderscheid van toepassing is op Belgische ondernemingen en op ondernemingen uit een andere lidstaat. Voorts is artikel 19 van het voorontwerp opgenomen in het hoofdstuk dat gewijd is aan de "Herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht".

Teneinde artikel 8 van richtlijn 2005/68/EG naar behoren om te zetten, zodat er geen misverstanden ontstaan wat betreft het recht van vrije vestiging en van het vrij verrichten van diensten door operatoren die hun hoofdkantoor in andere lidstaten van

⁽²³⁾ Advies 42.383/2, gegeven op 1 maart 2007, over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de voornoemde wet van 15 mei 2007 (Gedr. St., Kamer, 2006/2007, nr. 3047/1).

de Europese Economische Ruimte hebben ²⁴, behoort desalniettemin te worden geschreven : "Het hoofdbestuur van de herverzekeringsonderneming naar Belgisch recht is in België gevestigd".

Artikel 20

1. Volgens de memorie van toelichting omvatten de "technische voorzieningen" als bedoeld in artikel 20 van het voorontwerp, de "egalisatievoorzieningen" ter dekking van technische verliezen of boven het gemiddelde liggende schadequoten die tijdens een boekjaar in de branche van de kredietherverzekering kunnen optreden, welke voorzieningen vastgesteld worden in artikel 33 van richtlijn 2005/68/EG. Deze precisering zou in de tekst moeten worden aangebracht teneinde het voornoemde artikel 33 onweerlegbaar te kunnen omzetten.

2. In artikel 20, tweede lid, van het voorontwerp wordt aan de Koning de taak opgedragen om de nadere regels vast te stellen voor die technische voorzieningen. In de bespreking van dat artikel wordt evenwel gesteld dat Hij de nadere regels voor die technische voorzieningen moet vaststellen "overeenkomstig artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002". Dat artikel verleent echter aan de CBFA de bevoegdheid om reglementen vast te stellen met als enig voorbehoud dat de Koning zijn goedkeuring geeft.

Indien dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient artikel 20, tweede lid, van het voorontwerp te worden herzien.

Artikel 22

Naar het voorbeeld van de bepalingen uit richtlijn 2005/68/EG die gewijd zijn aan de solvabiliteitsmarge, zou het logischer zijn om artikel 22, § 2, eerste lid, van het voorontwerp vooraan in dit artikel te plaatsen.

⁽²⁴⁾ Zie, inzonderheid, considerans 10 van richtlijn 2005/68/EG.

Artikel 24

1. De termijn van drie maanden die bepaald wordt in artikel 24, § 1, derde lid, is niet verenigbaar met de berekening van de termijnen in de leden 2 tot 5 van artikel 19 van richtlijn 2005/68/EG, ingevoegd bij richtlijn 2007/44/EG.

2. Overeenkomstig artikel 20, lid 2, van richtlijn 2005/68/EG, dient artikel 24, § 2, van het voorontwerp aangevuld te worden met een bepaling waarin de CBFA verplicht wordt om zonder onnodige vertraging alle informatie te verstrekken die van essentieel belang of relevant is voor de beoordeling van een kandidaat-verwerver van deelnemingen in een herverzekeringsonderneming met hoofdkantoor in een andere lidstaat.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het hoe dan ook raadzaam zijn om de structuur en de terminologie van artikel 24, § 2, van het voorontwerp beter te laten aansluiten bij artikel 20, lid 1, van richtlijn 2005/68/EG.

Artikelen 30 en 31

Het respectieve toepassingsgebied van de artikelen 30 en 31 is niet duidelijk.

Het is namelijk zo dat terwijl uit de formulering van die bepalingen blijkt dat artikel 30 van toepassing is op de herverzekeringsonderneming die voornemens is om een dochteronderneming in het buitenland te verwerven of op te richten en artikel 31 op de herverzekeringsonderneming die een bijkantoor wenst te vestigen op het grondgebied van een andere lidstaat, in de bespreking van de artikelen 31 tot 33 gesteld wordt dat artikel 31 "eveneens betrekking (heeft) op de oprichting of opening van een dochteronderneming in een andere staat".

Terwijl, daarenboven, artikel 31, volgens hetgeen daarin bepaald wordt, betrekking heeft op de wens om "op het grondgebied van een andere lidstaat een bijkantoor (...) te vestigen", zonder te preciseren of het om een lidstaat van de Europese

.../...

Economische Ruimte gaat, blijkt uit de bespreking van de artikelen 31 tot 33 de bedoeling het toepassingsgebied ervan te beperken tot de lidstaten van de Europese Economische Ruimte.

Dat gebrek aan overeenstemming tussen het dispositief van de artikelen 30 en 31 en de bespreking ervan dient te worden weggewerkt.

Artikel 31

1. In artikel 31, § 2, van het voorontwerp wordt bepaald dat de herverzekeringsonderneming die op het grondgebied van een andere lidstaat een bijkantoor wenst te vestigen een algemeen lasthebber moet aanwijzen. Zoals bevestigd wordt in de memorie van toelichting is deze bepaling overgenomen uit artikel 50, § 2 van de voornoemde wet van 9 juli 1975. Dat artikel vloeit zelf ook voort uit artikel 10, lid 2, van de voornoemde richtlijn 73/239/EEG. Richtlijn 2005/68/EG bevat geen vergelijkbare regel. Uit artikel 2, lid 2, van richtlijn 2005/68/EG blijkt daarentegen dat, in de ruime betekenis die in deze bepaling gebezigd wordt, een "bijkantoor" ook geldt als benaming voor een "bureau, beheerd door eigen personeel van de onderneming" ongeacht of er een lasthebber aanwezig is. Vergeleken met deze bepaling voert artikel 31, § 2, van het voorontwerp dus een extra verplichting in voor de Belgische ondernemingen die zich in het buitenland wensen te vestigen.

De richtlijn brengt evenwel geen volledige harmonisatie teweeg. Volgens considerans 9 "brengt zij een harmonisatie tot stand die wezenlijk, noodzakelijk en voldoende is om te komen tot een wederzijdse erkenning van de vergunningen". In considerans 44 wordt gesteld dat "aangezien deze richtlijn minimumnormen bevat, (...) de lidstaten strengere regels (kunnen) vaststellen".

Niettemin moeten de Staten de beginselen in acht nemen die voortvloeien uit artikel 43 van het EG-Verdrag wanneer zij gebruik maken van deze mogelijkheid en

zij wetten uitvaardigen los van het afgeleid recht^{25 26}. Voorts kan een onderneming zich ten aanzien van de Staat waar zij gevestigd is beroepen op de vrijheid van vestiging in alle gevallen waar zij van plan is om die vrijheid uit te oefenen door bijvoorbeeld een bijkantoor te openen op het grondgebied van een andere lidstaat²⁷.

2. Aangezien de verplichting om een algemeen lasthebber aan te wijzen de vrijheid van vestiging kan belemmeren, zou artikel 31, § 2, van het voorontwerp enkel kunnen worden toegestaan indien het ingegeven is door dwingende redenen van algemeen belang, indien het bestemd is om de verwezenlijking van de nagestreefde doelstelling te garanderen en indien het niet verder reikt dat hetgeen noodzakelijk is om die doelstelling te verwezenlijken.

Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld :

"il a (...) paru indiqué de reprendre les principes énoncés dans le domaine des établissements de crédit et des entreprises d'assurances en matière d'ouverture de succursale".

Zulk een streven naar parallellisme vormt evenwel geen dwingende reden van algemeen belang. De gemachtigde van de minister heeft er evenwel het volgende aan toegevoegd :

"des problèmes récents dans le domaine de la réassurance, dus à l'activité de succursales (succursales irlandaises d'entreprises allemandes), font penser que le relâchement des exigences de bonne organisation (...) n'est pas souhaitable".

(25) Zie in dat verband de volgende arresten: HJEG, 28 april 1998, Kohll, C-158/96, punten 27 en 28; 1 februari 2001, Mac Queen e.a., C-108/96, punt 22; 12 juli 2001, Vanbraeckel, C-368/98, punten 36 en 37; 18 december 2007, Laval un Partneri, C-341/05, punt 60.

(26) Uit artikel 2, lid 2, b), van richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt blijkt dat die richtlijn niet van toepassing is op de activiteiten van herverzekering.

(27) H.J.E.G., 15 december 1995, Bosman, C-415/93, punt 97; 18 januari 2007, Commissie tegen Zweden, C-104/06, punt 20.

Deze stelling kan als vertrekpunt dienen, maar het is de zaak van de steller van het voorontwerp om de inachtneming van de drie voornoemde voorwaarden beter te rechtvaardigen. Volgens een vaste rechtspraak terzake berust de bewijslast immers bij de Staten en behoren er nadere preciseringen te worden aangebracht.

3. Artikel 30 behandelt het geval van de herverzekeringsonderneming die voornemens is in het buitenland een dochteronderneming te verwerven of op te richten. Het zou beter zijn om artikel 31, § 3, daarin op te nemen, omdat die bepaling betrekking heeft op dat geval en niet op het geval beschreven in artikel 31, §§ 1 en 2.

Artikelen 37 en 39

1. Uit artikel 9, lid 2, van richtlijn 2005/68/EG vloeit voort dat artikel 37 van het voorontwerp niet aldus uitgelegd mag worden dat het aan de CBFA de mogelijkheid biedt om de systematische mededeling te eisen van de algemene en bijzondere voorwaarden van de polissen, de tarieven, de formulieren en andere documenten.

Het verdient aanbeveling om die precisering op te nemen in de tekst.

2. De artikelen 37, vierde lid, en 39, eerste lid, van het voorontwerp bieden de CBFA de mogelijkheid om ter plaatse inspecties te verrichten.

De afdeling wetgeving wijst erop ²⁸ dat het recht op eerbiediging van de woning onder meer wordt gewaarborgd bij artikel 8 van het Europees verdrag voor de rechten van de mens. Uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijkt evenwel dat het begrip "woning" ruim moet worden opgevat en dat het onder

⁽²⁸⁾ Zie advies 42.055/2, op 31 januari 2007 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 2 mei 2007 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in emittenten waarvan aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt en houdende diverse bepalingen (Gedr.St., Kamer, 2006-2007, nr. 2963/1).

meer slaat op beroeps- en bedrijfslokalen ²⁹. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft bovendien geoordeeld dat het recht op eerbiediging van de "woning" ook aangevoerd kan worden door rechtspersonen ³⁰.

Voor zover de bepaling van het voorontwerp bijdraagt tot de omzetting van artikel 17, lid 4, van richtlijn 2005/68/EG, moet er ook op gewezen worden dat de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen thans in deze zin vaststaat dat de bescherming van het privéleven vastgelegd in artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950, in acht genomen moet worden en de bescherming van de woning uitgebreid wordt tot de bedrijfslokalen van de vennootschap ³¹.

Bovendien heeft het Grondwettelijk Hof onderstreept dat "het optreden van de onderzoeksrechter, onpartijdig en onafhankelijk magistraat, (...) een essentiële waarborg (lijkt) te zijn voor de inachtneming van de voorwaarden waaraan een aantasting van de onschendbaarheid van de woning is onderworpen, die is gewaarborgd bij artikel 15 van de Grondwet en artikel 8, lid 1, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens" ³². Het Hof leidt daaruit af dat slechts in uitzonderlijke gevallen van die regels kan worden afgeweken en die afwijkingen verantwoord dienen te worden door redenen eigen aan de misdrijven waarop zij betrekking hebben ³³. Ook al heeft het Grondwettelijk Hof zich aldus uitgesproken in een strafrechtelijke context, uit de rechtspraak van dit Hof blijkt niettemin het belang dat het hecht aan het optreden van een onpartijdig en onafhankelijk magistraat bij huiszoeken. Er is dan ook geen reden waarom die waarborg niet zou gelden voor huiszoeken verricht in een niet-strafrechtelijke context.

(29) EHRM, 16 december 1992, Niemietz t. Duitsland, nr. 13710/88; 25 februari 1993, Funke, Crémieux en Mialhe t. Frankrijk, nr. 11471/85.

(30) EHRM, 16 april 2002, Sociétés Colas Est e.a. tegen Frankrijk, nr. 37971/97.

(31) Arrest van het Hof van 30 maart 2006, Strintzis Lines Shipping/Commissie, C-110/04 P, punt 33.

(32) Arrest van het Grondwettelijk Hof van 16 december 1998, nr. 140/98, B.1.

(33) *Ibidem*, B.2.

Uit artikel 75 van het voorontwerp blijkt overigens dat de CBFA haar onderzoeksbevoegdheden ook in een dergelijke context zal kunnen uitoefenen.

Ook al kan de evenredigheid van de inmenging in de lokalen van een rechtspersoon gemakkelijker worden aanvaard dan bij huisvredebreuk ten aanzien van een natuurlijk persoon ³⁴, moet de steller van het voorontwerp erop toezien dat de aan de ambtenaren van de CBFA verleende bevoegdheid om huiszoekingen te verrichten binnen de perken wordt gehouden die bestaanbaar zijn met het recht op eerbiediging van de woning. Zo is het onontbeerlijk dat deze maatregelen genomen worden door een autoriteit die bijzondere waarborgen biedt. Een waarborg zou bovendien op zijn minst moeten bestaan in de aanwezigheid van de natuurlijke persoon of van een vertegenwoordiger van de betrokken rechtspersoon ³⁵. De op basis van de artikelen 37 en 39 van het voorontwerp gestelde onderzoeksdaeden zouden deze waarborgen niet bieden ³⁶.

3. Om artikel 15, lid 1, tweede alinea, tweede zin, van richtlijn 2005/68/EG om te zetten, zou in artikel 37 van het voorontwerp moeten worden gepreciseerd dat de CBFA de noodzakelijke onderzoeksdaeden stelt wanneer de toezichthoudende autoriteiten van de lidstaat van ontvangst de CBFA ervan in kennis stellen dat ze redenen hebben om aan te nemen dat de werkzaamheden van de herverzekeringsonderneming haar financiële soliditeit zouden kunnen schaden ³⁷.

Artikel 40

In de commentaar bij de artikelen 40 tot 45 wordt gepreciseerd dat in het voorontwerp de bepaling van de voormelde wet van 9 juli 1975 niet is opgenomen die luidt : "Buiten zijn bezoldiging mag de erkende commissaris geen enkel voordeel

⁽³⁴⁾ Zie in die zin het voornoemde arrest Niemietz tegen Duitsland, § 31.

⁽³⁵⁾ Zie artikel 39 van het Wetboek van Strafvordering.

⁽³⁶⁾ Advies 44.568/, op 11 juni 2008 verstrekt over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de besluitwet van 18 mei 1945 tot oprichting van een Rentefonds".

⁽³⁷⁾ Zie de opmerking onder artikel 57.

ontvangen, in welke vorm ook". De steller van het voorontwerp rechtvaardigt deze keuze door te vermelden "dat de wetgever (...) het verkieslijk (heeft) geacht om de regeling over te nemen die is ingevoerd door het Wetboek van Vennootschappen en door de specifieke reglementen voor het beroep van revisor". De afdeling wetgeving van de Raad van State wijst er evenwel op dat de verenigingen voor onderlinge verzekering die herverzekeringen doen, niet vallen onder artikel 134 van het Wetboek van Vennootschappen³⁸. Bovendien bepaalt artikel 40, vierde lid, van het voorontwerp weliswaar dat deze verenigingen een revisor aanstellen met inachtneming van dezelfde regels als bedoeld in de voorgaande leden van hetzelfde artikel en die verwijzen naar het genoemde Wetboek, maar wijst de gemachtigde van de minister er terecht op dat deze verwijzing hoofdzakelijk betrekking heeft op de wijze waarop de betrokkenen worden aangesteld. Artikel 22, lid 2, van richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, waarbij onder meer richtlijn 84/253 wordt opgeheven waarnaar artikel 31, lid 1, van richtlijn 2005/68 verwijst, legt evenwel de nadruk op de financiële onafhankelijkheid van de "wettelijk controleur".

Zoals de gemachtigde van de minister voorstelt, zou artikel 40, vierde lid, van het voorontwerp bijgevolg moeten worden aangevuld, waarbij artikel 134 van het Wetboek van Vennootschappen toepasselijk wordt verklaard op de revisoren aangesteld in de onderlinge verzekeringsverenigingen.

Artikel 42

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds bezwaar geuit tegen een wetsbepaling die voorziet in de goedkeuring van reglementen door de Minister van Financiën. Gezien het belang van de regels die kunnen worden gegeven, dienen ze

⁽³⁸⁾ Artikel 10 van de voormelde wet van 9 juli 1975, *a contrario*.

ter goedkeuring te worden voorgelegd aan de Koning en niet aan de Ministers van Financiën en van Economie³⁹.

Artikel 48

1. Artikel 48, § 1, a), van het voorontwerp stelt de CBFA in staat de vrije beschikking over de activa van een herverzekeringsonderneming te beperken of te verbieden wanneer deze de bepalingen inzake technische voorzieningen niet in acht neemt. Het laat zich aanzien dat de keuze van het beperken of verbieden van de vrije beschikking over de activa niet conform artikel 42, lid 1, is van richtlijn 2005/68/EG, waarin alleen sprake is van "verbieden"⁴⁰.

2. Blijkens het plan van artikel 42 van richtlijn 2005/68/EG, zou het logischer zijn indien artikel 48, § 2, van het voorontwerp vóór artikel 48, § 1, b) en c) komt te staan.

Overeenkomstig artikel 42, lid 3, eerste alinea, van richtlijn 2005/68/EG, moet in artikel 48, § 2, tweede lid, van het voorontwerp worden gepreciseerd dat het plan inzake financiering moet worden goedgekeurd door de CBFA.

3. De in artikel 48, § 4, van het voorontwerp beoogde maatregel heeft tot doel de herverzekeringsondernemingen weer "in staat te stellen ook in de toekomst aan de solvabiliteitsvereisten te voldoen". Deze formule is te vaag en permissiever dan artikel 43, lid 3, van richtlijn 2005/68/EG, krachtens hetwelk de hogere vereiste

⁽³⁹⁾ Advies 33.182/2, op 29 april 2002 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, (Gedr. St., Kamer, 2001-2002, nr. 1842/1 en 1843/1); advies 44.568/2, op 11 juni 2008 verstrekt over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een Rentefonds".

⁽⁴⁰⁾ Vergelijk met artikel 42, lid 2, tweede alinea, en lid 3, tweede alinea, van richtlijn 2005/68/EG dat, wat het niet in acht nemen betreft van de bepalingen betreffende de solvabiliteitsmarge, de keuze laat tussen het beperken of verbieden van de vrije beschikking over de activa.

solvabiliteitsmarge de onderneming er "in de nabije toekomst" moet toe brengen te voldoen aan de solvabiliteitsvereisten.

Artikel 48, § 4, van het voorontwerp moet in die zin worden gewijzigd.

Artikel 49

Men schrijve "krachtens dit artikel" in artikel 49, tweede lid, tweede streepje.

Artikel 50

Om artikel 50, eerste lid, van het voorontwerp in overeenstemming te brengen met artikel 42, lid 1, van richtlijn 2005/68/EG dient te worden gepreciseerd dat de CBFA de bevoegde autoriteiten van de overige lidstaten op de hoogte brengt alvorens een herverzekeringsonderneming te verbieden vrij te beschikken over haar activa.

Artikel 55

Artikel 55, tweede lid, van het voorontwerp hoort luidens het opschrift ervan niet thuis in titel III. Het heeft geen betrekking op het verrichten in België van herverzekeringsactiviteiten door een herverzekeringsonderneming waaraan in een andere lidstaat een vergunning is verleend in het kader van een bijkantoor of in het kader van het vrij verrichten van diensten. Het heeft betrekking op de mogelijkheid voor een in België gevestigde en erkende onderneming, om een retrocessieovereenkomst te sluiten met een andere operator waaraan in een andere lidstaat een vergunning is verleend. In dat kader verbiedt het de CBFA een retrocessieovereenkomst te weigeren om een reden die te maken heeft met de wankelende financiële situatie van die andere operator. Het strekt er

zodoende toe te verhinderen dat buitenlandse operatoren onrechtstreeks onder het toezicht zouden komen te staan van een andere autoriteit dan hun bevoegde autoriteit ⁴¹.

Er wordt dan ook voorgesteld titel III het volgende opschrift te geven : "Het ene paspoort, bijkantoren [...]".

Artikel 56

Artikel 56, § 2, van het voorontwerp valt buiten de rechtsbevoegdheid van België, dat de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten niet kan machtigen om de CBFA te vragen het verbod om vrij te beschikken over de activa effectief op te leggen in België.

Het staat aan de wetgevers van de andere lidstaten om wetgevende initiatieven te nemen met betrekking tot hun toezichthoudende autoriteiten, zoals België doet in artikel 50, tweede lid, van het voorontwerp.

Artikel 56, § 2, eerste en tweede lid, van het voorontwerp moet worden herschreven vanuit het oogpunt van de CBFA die een aanvraag ontvangt van een andere bevoegde autoriteit.

Artikel 57

Het staat niet aan België om aan de toezichthoudende autoriteiten van de andere lidstaten voor te schrijven dat zij moeten "beoordelen of de herverzekeringsonderneming voldoet aan de in richtlijn 2005/68/EG vastgestelde prudentiële voorschriften". Deze precisering, die voorkomt in artikel 15, lid 1,

⁽⁴¹⁾ Zie het voorstel van richtlijn van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende herverzekering en houdende wijziging van Richtlijnen 73/239/EEG en 92/49/EEG van de Raad en van Richtlijnen 98/78/EG en 2002/83/EG, COM(2004) 273 definitief, blz. 12.

tweede alinea, tweede zin, van richtlijn 2005/68/EG moet worden omgezet door de lidstaat van herkomst ⁴².

Artikel 58

De precisering luidens welke sancties of beperkingen "met redenen omkleed" moeten worden, is niet specifiek en dupleert zodoende met de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Artikel 67

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking betreffende de bevoegdheid van de CBFA om overeenkomsten te sluiten.

Artikelen 69 tot 72

1. De artikelen 69 tot 72 van het voorontwerp regelen het verrichten van diensten, in België, door ondernemingen die ressorteren onder het recht van Staten die geen lid zijn van de EER. Artikel 69, § 2, eerste lid, van het voorontwerp voegt, vergeleken met de regeling inzake het verrichten van diensten door ondernemingen die gevestigd zijn in een lidstaat van de EER, de verplichting eraan toe dat ze zich vooraf moeten bekendmaken. Het betreft geen veelbeduidende verplichting. Artikel 69, § 2, tweede lid, voegt de mogelijkheid voor de CBFA eraan toe om de ondernemingen in kwestie te verbieden diensten te verrichten in België indien hun Staat van herkomst aan de Belgische ondernemingen niet dezelfde mogelijkheden van toegang tot de markt bieden. Buiten die twee bepalingen bevatten de artikelen 69 tot 72 geen andere beperkingen. Die bepalingen stellen inzonderheid het verrichten van diensten niet afhankelijk van het bestaan, in het land van herkomst, van een prudentiële regeling en van een regeling inzake solvabiliteit. Hierin verschillen ze aanzienlijk ten opzichte van de regeling inzake EER-ondernemingen, die aan zulke regelingen onderworpen zijn in hun

⁽⁴²⁾ Zie opmerking 3 onder de artikelen 37 en 39 van het voorontwerp.

Staat van herkomst ⁴³, wat het mechanisme van het "ene paspoort" rechtvaardigt. Artikel 49 van richtlijn 2005/68/EG sluit evenwel uit dat de regeling voorgeschreven voor operatoren uit derde Staten gunstiger zou zijn dan de regeling voor het verrichten van diensten die geldt voor de EER-ondernemingen. Toen de gemachtigde van de minister daaromtrent om uitleg is gevraagd, heeft hij echter het volgende geantwoord :

"La subordination de la prestation de services en Belgique par des entreprises de réassurance établies dans un pays tiers à un agrément a semblé disproportionnée. Il a été jugé préférable de maintenir les conditions pour la prise en considération des créances sur de tels assureurs ou de parts de tels réassureurs dans les provisions techniques d'assureurs soumis à la loi du 9 juillet 1975, ainsi que l'indique l'exposé des motifs (deux derniers paragraphes du commentaire des articles 69-72, p. 35).

Les communications D.134 et D.135 de l'OCA des 18 et 19 avril 1995, dont les principes seront maintenus uniquement pour ces entreprises d'assurances, imposent respectivement une reconnaissance de dette, des conditions de nantissement ou de contrôle prudentiel par la CBFA qui, en fait, impliqueront un niveau d'exigence au moins égal ou supérieur à celui imposé aux entreprises de réassurance de l'EEE, pour lesquels par exemple aucun nantissement ne peut être exigé (comparez article 15, paragraphe 3, de la directive 73/239/CE, tel que modifié par l'article 57.3 de la directive 2005/68/CE et article 20, paragraphe 4, de la directive 2002/83, tel que modifié par l'article 60.6 de la directive 2005/68/CE).

L'arrêté royal d'exécution de la loi en projet apportera les précisions nécessaires à cet effet en modifiant notamment l'article 10, § 3, 8/ et 9/, de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances. Le prescrit de l'article 49 de la directive 2005/68/CE sera ainsi respecté."

2. De gemachtigde van de minister geeft aldus impliciet toe dat de voorwaarden gesteld in artikel 69 van het voorontwerp niet volstaan om de naleving te garanderen van artikel 49 van richtlijn 2005/68/EG. De Belgische regeling zou alleen in overeenstemming zijn met dat artikel indien rekening wordt gehouden met artikel 10, § 3, 8/ en 9/, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 februari 1991 en met de mededelingen D.134 en D.135.

Uit die teksten volgt echter dat het toezicht dat op de herverzekeraars van derde landen wordt uitgeoefend, indirect is, omdat het geschiedt bij wege van de vereisten

⁽⁴³⁾ Vergelijk ook met de minimale inhoud van de overeenkomsten met de derde landen, waarvan sprake is in artikel 50 van richtlijn 2005/68/EG.

inzake de waarden tot dekking van technische voorzieningen en schulden van Belgische verzekeringsondernemingen. De situatie is verschillend in zoverre de steller van het voorontwerp het nodig acht onder meer artikel 10 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 februari 1991 te wijzigen teneinde een prudentieel toezicht, door de CBFA, op de dienstverrichters gevestigd buiten de EER te waarborgen dat op zijn minst even streng is als - of zelfs strenger is dan - het prudentieel toezicht opgelegd aan EER-herverzekeringsondernemingen, zoals artikel 49 van richtlijn 2005/68/EG voorschrijft.

De artikelen 2, §§ 4 en 5, en 65 van de voornoemde wet van 9 juli 1975, die de rechtsgrond vormen van het voornoemde koninklijk besluit van 22 februari 1991, beantwoorden niet aan deze doelstelling.

Het zou dan ook raadzaam zijn de artikelen 69 tot 72 van het voorontwerp aan te vullen met een bepaling die de Koning duidelijk machtigt om de voorgestelde maatregelen te treffen.

Artikelen 73 en 74

1. De artikelen 73 en 74 van het voorontwerp machtigen de CBFA om aanmaningen te richten aan "een Belgische of buitenlandse herverzekeringsonderneming (...) die in België is gevestigd", om openbaar te maken dat deze geen gevolg heeft gegeven aan haar aanmaningen en om haar een dwangsom of een administratieve geldboete op te leggen.

Onder de "buitenlandse ondernemingen" worden onder meer die verstaan waarvan de zetel gevestigd is in een lidstaat van de EER ⁴⁴, en het gevestigd zijn in België kan geschieden door het alhier installeren van bijkantoren. In dit opzicht kunnen de voornoemde artikelen toepassing vinden op de Europese herverzekeringsondernemingen met een bijkantoor op het nationale grondgebied. Artikel 47 van richtlijn 2005/68/EG beperkt de actiemogelijkheden van de lidstaat van ontvangst ten aanzien van die

⁽⁴⁴⁾ De gemachtigde van de minister heeft het volgende bevestigd : "[l]es mots «étranger» et «autre État» renvoient à toute activité en dehors de la Belgique, que ce soit à l'intérieur de l'Espace économique européen ou en dehors de celui-ci".

operatoren evenwel tot het opleggen van een aantal formaliteiten en voorwaarden. Deze regels zijn vervat in artikel 58 van het voorontwerp.

2. De gemachtigde van de minister heeft gesteld,

"l'imposition de sanctions dans le cadre de la loi en projet à l'encontre d'une succursale d'une entreprise d'assurance dont le siège social est établi sur le territoire d'un État membre de l'EEE devra avoir lieu en suivant la procédure prévue par l'article 58. Cela s'impose par application de la règle *lex specialis derogat generali* autant que par une interprétation conforme de la loi avec la directive 2005/68/CE".

Dit neemt niet weg dat de artikelen 73 en 74 van het voorontwerp de situaties waarin België als Staat van herkomst handelt en die waarin het als Staat van ontvangst handelt, door elkaar mengen. Teneinde artikel 47 van richtlijn 2005/68/EG zonder enige betwisting in acht te nemen, zou het bijgevolg wenselijk zijn deze twee casussen van elkaar te onderscheiden en te preciseren dat de aanmaningen en sancties alleen kunnen gelden ten aanzien van ondernemingen waarvan de zetel in een EER-lidstaat is gevestigd met inachtneming van de voorwaarden gesteld bij artikel 58 van het voorontwerp.

Artikel 81

1. Artikel 81 machtigt de Koning om vast te stellen welke regels gelden met betrekking tot de vestiging van effectiseringsvehikels op het Belgisch grondgebied. Artikel 46, lid 1, van richtlijn 2005/68/EG laat de lidstaten de vrijheid om te beslissen of ze de vestiging van effectiseringsvehikels ("special purpose vehicles" genoemd in de richtlijn) op hun grondgebied al dan niet toestaan. De principiëbsbeslissing ter zake moet door de wetgever worden genomen. Bijgevolg moet worden voorgeschreven dat effectiseringsvehikels zich mogen vestigen op het grondgebied.

2. Artikel 46, lid 1, van richtlijn 2005/68/EG "eist (...) eerst een officiële toestemming" voor de effectiseringsvehikels. Het bepaalde in artikel 81, tweede lid, van het voorontwerp, naar luid waarvan de Koning "in voorkomend geval (...) die vestiging afhankelijk (stelt) van een (...) vergunning", is dus onjuist.

.../...

Artikelen 82 tot 97

1. Het is wenselijk om volgens de logica van het bepaalde in artikel 4, 5/, van het voorontwerp en ter wille van de duidelijkheid te bepalen in artikel 82, 13/, van het voorontwerp wat verstaan moet worden onder "richtlijn 98/78/EG".

De daaropvolgende artikelen van het voorontwerp moeten in die zin worden gewijzigd.

2. Algemeen beschouwd is de commentaar op de artikelen 82 tot 97 van het voorontwerp totaal ontoereikend. Deze commentaar is dermate bondig dat hij afbreuk doet aan de bevattelijkheid van de zeer technische bepalingen vervat in die artikelen.

Artikel 90

Artikel 90, § 2, bepaalt dat de moederonderneming naar Belgisch recht moet zijn opgericht opdat de Belgische dochteronderneming kan worden vrijgesteld van de verplichting tot subconsolidatie. De vraag rijst of deze bepaling geen discriminatie doet ontstaan in zoverre de dochters van een moederonderneming die onder het recht van een andere lidstaat ressorteert niet worden vrijgesteld van die verplichting. Daarover om uitleg gevraagd heeft de gemachtigde van de minister geantwoord :

"La directive 98/78/CE (directive «Groupes») a prévu un calcul de marge de solvabilité ajustée à tous les niveaux dans le groupe, ceci afin de permettre aux autorités de contrôle nationales d'exercer une surveillance directe des sous groupes situés sur son territoire. Or, si l'entreprise mère est située sur le territoire belge, elle fait l'objet d'un contrôle consolidé par l'autorité de contrôle belge et un contrôle (sous-)consolidé à un niveau inférieur (c'est-à-dire au niveau des entreprises belges participantes) devient superflu sur le plan prudentiel, ce qui justifie l'exemption de sous-consolidation prévue à l'article 90, § 2, du projet de loi (et à l'article 91*decies*, § 2, de la loi de 1975, tel que modifié par le projet, s'agissant des entreprises d'assurances). À l'inverse, si la mère relève d'un autre État membre, l'autorité de contrôle belge n'a pas de pouvoir de surveillance sur celle-ci; un contrôle à un niveau inférieur (c'est-à-dire au niveau des entreprises belges participantes) reste donc nécessaire."

Deze uitleg lijkt aanvaardbaar.

.../...

Artikel 96

Artikel 96 bepaalt dat de CBFA met andere autoriteiten belast met het toezicht overeenkomsten kan sluiten teneinde de respectieve verantwoordelijkheden in het aanvullend toezicht van de groepen af te bakenen, wat een verdeling van de taken veronderstelt. Artikel 4, lid 2, van richtlijn 98/78/EG, zoals het is vervangen bij artikel 59, punt 3), van richtlijn 2005/68/EG, is *a priori* soepeler, doordat het toestaat de autoriteit aan te wijzen die met dat toezicht zal worden belast. Toen de gemachtigde van de minister gevraagd is nadere uitleg omtrent dit verschil te verstrekken, heeft hij het volgende geantwoord :

"Il y a certes une différence de formulation entre l'article 4, § 2, de la directive 98/78 (tel que modifié par l'article 59, 3), de la directive 2005/68/CE) et les dispositions belges qui le transposent, à savoir l'article 96 de l'avant-projet et l'article 91*sexiesdecies* de loi du 9 juillet 1975 (tel que modifié par l'article 132 de l'avant-projet).

Cette différence est voulue. Le texte d'origine de l'article 91*sexies decies* (dont a été inspiré l'article 96 de l'avant-projet) est conforme au Protocole d'Helsinki du 11 mai 2000, auquel ont adhéré tous les États membres ⁴⁵. Ce protocole a pour objet de déterminer les modalités de la collaboration entre autorités de contrôle dans le cadre de l'application de la directive 98/78/CE et, en particulier, notamment, de son article 4, § 2. Il prévoit, à cet égard, une répartition entre autorités de contrôle des compétences et responsabilités dans la surveillance complémentaire des groupes (il existe toujours un "co-ordination committee", dont tout contrôleur d'une entité locale fait partie de plein droit). Ce Protocole ne laisse pas la place à ce que certaines autorités n'exercent aucune responsabilité en la matière (cf p. 7 du Protocole, point 2.2.)."

Het verdient aanbeveling deze uitleg op te nemen in de memorie van toelichting.

Titel X

Vermits verscheidene van de bepalingen opgenomen in deze titel overeenstemmen met de bepalingen in voorgaande titels, gelden de daaromtrent gemaakte opmerkingen *mutatis mutandis* voor de bepalingen van titel X.

⁽⁴⁵⁾ [Http://www.ceiops.eu](http://www.ceiops.eu), tab "publications", tab "protocols".

Dit geldt bij voorbeeld voor :

- artikel 101 van het voorontwerp, dat aanleiding geeft tot de opmerkingen die reeds zijn gemaakt in verband met artikel 18;
- artikel 108 van het voorontwerp, dat aanleiding geeft tot dezelfde opmerking als die welke is gemaakt in verband met artikel 41 van het voorontwerp;
- artikel 110 van het voorontwerp, dat aanleiding geeft tot dezelfde opmerking als die welke is gemaakt in verband met artikel 42 van het voorontwerp;
- artikel 112 van het voorontwerp, dat aanleiding geeft tot dezelfde opmerking als die welke is gemaakt in verband met artikel 44 van het voorontwerp;
- artikel 117 van het voorontwerp : om eenzelfde reden als die welke is geformuleerd in verband met artikel 55 van het voorontwerp, hoort de ontworpen paragraaf 3 van artikel 64, die bij artikel 117 wordt ingevoegd in de voornoemde wet van 9 juli 1975, niet thuis in artikel 64 van die wet, onder het opschrift "Gemeenschappelijke bepalingen met betrekking tot de uitoefening van de activiteit door middel van een bijkantoor of bij wijze van vrije dienstverrichting".

Artikel 102

De afdeling wetgeving vraagt zich af of de "voorzieningen voor egalisatie en catastrofes" niet een restrictievere draagwijdte hebben dan de "egalisatievoorzieningen", die volgens artikel 33 van richtlijn 2005/68/EG strekken ter dekking van eventuele technische verliezen en boven het gemiddelde liggende schadequoten.

Artikel 121

1. In het ontworpen artikel 91*bis*, 10/, van de voornoemde wet van 9 juli 1975 schrijve men "gemengde financiële holding is in de zin van artikel 91*octiesdecies*".

2. Duidelijkheidshalve dient in artikel 91*bis*, 11/, van de voornoemde wet van 9 juli 1975 "richtlijn 98/78/EG" te worden gedefinieerd en dient het vervolg van de tekst dienovereenkomstig te worden aangepast ⁴⁶.

Artikel 150

1. Artikel 150, § 1, van het voorontwerp, dat artikel 61, lid 1, van richtlijn 2005/68/EG omzet, bepaalt : "De Belgische herverzekeringsondernemingen die op 10 december 2005 gerechtigd waren om het herverzekeringsbedrijf uit te oefenen, worden geacht over een vergunning te beschikken (...)".

Volgens artikel 2, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 9 juli 1975 zijn de bepalingen van deze wet evenwel "niet van toepassing op de ondernemingen die aan herverzekeringen doen, zonder in België eveneens aan rechtstreekse verzekeringen te doen". Daaruit volgt onder meer dat de herverzekering thans niet onderworpen is aan het prudentieel toezicht van de CBFA ⁴⁷. De vraag rijst dan ook naar welke vergunning artikel 150 van het voorontwerp verwijst. Daaromtrent om uitleg gevraagd heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"Actuellement , les entreprises de réassurance ne sont pas soumises à un contrôle prudentiel direct en Belgique, en ce sens qu'il n'y a pas d'agrément requis pour pouvoir exercer une telle activité en Belgique.

Cependant, pour pouvoir être retenues au titre de valeurs représentatives, les créances sur réassureurs et les parts des réassureurs dans les provisions

⁽⁴⁶⁾ Zie hierboven de opmerkingen omtrent de artikelen 82 tot 97.

⁽⁴⁷⁾ Zie de algemene overwegingen in de memorie van toelichting.

techniques doivent répondre à des conditions particulières (article 10, § 3, 8/ et 9/, de l'A.R. du 22 février 1991).

En ce qui concerne les créances sur réassureurs, la réglementation prévoit que «la localisation de ces créances dans la Communauté n'est pas exigée. Ces créances doivent faire l'objet d'une reconnaissance de dette écrite des réassureurs et être garanties par une sûreté réelle, selon les conditions acceptées par la CBFA» (10, § 3, 8/).

En ce qui concerne les parts de réassureurs, la réglementation prévoit qu'elles sont admissibles «selon les conditions acceptées par la CBFA» (10, § 3, 9/).

Les conditions ont été fixées par les communications D.134 et D.135 de l'OCA des 18 et 19 avril 1995. La communication D.134 prévoit les modalités de la reconnaissance de dette et de la sûreté réelle. La communication D.135 organise un contrôle prudentiel indirect des entreprises de réassurance de pays tiers.

L'admission de créances sur réassureurs dans le cadre de la communication D.134 n'a pas réalisé, dans le chef du réassureur concerné, une quelconque habilitation en faveur de ce dernier pour exercer l'activité de réassureur en Belgique. Par contre, le contrôle effectué par la CBFA dans le cadre de la communication D.135 peut être assimilé à une «habilitation», puisqu'il aboutit à la reconnaissance des qualités nécessaires pour offrir une réassurance qui sera prise en considération comme valeurs représentatives de l'entreprise d'assurance belge."

Dit antwoord doet op zijn beurt de vraag rijzen hoe mededeling D.135, die volgens het antwoord van de gemachtigde van de minister een indirect prudentieel toezicht op de herverzekeringsondernemingen van derde landen organiseert, een soort van vergunning voor de "Belgische herverzekeringsondernemingen" in de zin van artikel 150, § 1, van het voorontwerp kan invoeren.

Deze mededeling⁴⁸ legt evenwel de voorwaarden vast waaronder een direct verzekeraar het deel van een herverzekeraar als dekkingswaarde van de technische voorzieningen kan aanwenden, ongeacht of de herverzekeraar Belgisch is, van een lidstaat of van een derde land. De verzekeraar dient in ieder geval jaarlijks een aanvraag in te dienen om dat deel te kunnen aanwenden, en hij krijgt alleen een gunstig antwoord indien de herverzekeraar aan bepaalde voorwaarden voldoet. Uit de toelichtingen van de gemachtigde van de minister volgt dat het die gunstige beoordeling is die met een vergunning wordt gelijkgesteld.

⁽⁴⁸⁾ Zie het onderzoek van de artikelen 69 tot 72 hierboven.

Deze precisering moet op zijn minst voorkomen in de commentaar op artikel 150 van het voorontwerp.

2. Artikel 150, § 1, tweede lid, van het voorontwerp bepaalt dat de herverzekeringsondernemingen die op 10 december 2005 gerechtigd waren om het herverzekeringsbedrijf uit te oefenen, onmiddellijk verplicht zijn te voldoen aan de bepalingen betreffende de uitoefening van het herverzekeringsbedrijf en aan de in de artikelen 13 tot 19 van het voorontwerp gestelde voorwaarden.

Er moet worden gepreciseerd wat de "bepalingen betreffende de uitoefening van het herverzekeringsbedrijf" zijn. Het betreft wellicht die welke voorkomen in titel II, hoofdstukken II en III, maar het is mogelijk dat ook andere bepalingen worden bedoeld, zoals de artikelen 80 en 81 van het voorontwerp. Bovendien is het de vraag of artikel 150, § 2, van het voorontwerp eveneens betrekking heeft op de informatieplicht inzake de uitoefening van de activiteiten van de betrokken operatoren.

3. In zoverre richtlijn 2005/68/EG uiterlijk 10 december 2007 moest zijn omgezet, konden de lidstaten volgens artikel 61, lid 2, ervan één jaar extra tijd verlenen aan de bestaande herverzekeringsondernemingen om zich te schikken naar de artikelen 6, punt a), 7, 8 en 32 tot 40, die betrekking hebben op het doel van de onderneming, de nauwe banden die deze ondernemingen onderhouden, het beginsel dat de statutaire zetel en het hoofdkantoor zich op dezelfde plaats moeten bevinden, de technische voorzieningen, de solvabiliteitsmarge en het garantiefonds.

Artikel 150, § 2, van het voorontwerp geeft de operatoren in kwestie daarentegen een termijn van drie maanden om een dossier in te dienen bij de controle-autoriteit ⁴⁹.

⁽⁴⁹⁾ Deze verplichting wordt niet gesteld in richtlijn 2005/68/EG, maar kan worden beschouwd als één van de strengere voorschriften die de Staten kunnen aannemen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State merkt op dat die keuze weinig coherent is in zoverre :

- in tegenstelling tot het samenstellen van een dossier waarin de bestaande situatie wordt uiteengezet, de vereisten waaraan de ondernemingen onmiddellijk moeten voldoen in voorkomend geval belangrijke aanpassingen vereisen;
- de bepalingen inzake de uitoefening van het herverzekeringsbedrijf in werking zullen treden binnen de gebruikelijke termijn van 10 dagen na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad, terwijl sommige ervan uitvoeringsbesluiten vereisen (de artikelen 21, §§ 3 en 4, 22, § 2, tweede lid, en 23, § 2, van het voorontwerp).

Slotopmerkingen

1. Zoals blijkt uit de concordantietabel, verzuimt het voorontwerp artikel 19*bis* van richtlijn 2005/68/EG om te zetten, zoals het is ingevoegd bij richtlijn 2007/44/EG. Dit artikel betreft de beoordeling van de kandidaat-verwerver van een deelneming in een herverzekeringsonderneming. Deze aangelegenheid wordt slechts elliptisch behandeld in het voorontwerp⁵⁰.

Het voorontwerp dient te worden aangevuld.

2. Wanneer een bepaling van het ontwerp naar een ander artikel verwijst, moet zulks preciezer geschieden, in voorkomend geval met vermelding van de paragraaf waarnaar wordt verwezen. Zo moet bijvoorbeeld in artikel 49, eerste lid, van het voorontwerp - onder voorbehoud van de opmerking gemaakt onder artikel 48, § 2 - verwezen worden naar artikel 48, § 1.

⁽⁵⁰⁾ Zie artikel 24, § 1, derde lid, van het voorontwerp.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A. WEYEMBERGH,	assessor van de afdeling wetgeving,
de Heer	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. GILLIAUX, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

G. DELANNAY

Y. KREINS